

DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2022
Perspectives 2023

N° 537 - Février 2023

Économie de l'élevage



2022 : Production européenne relancée avec l'envolée du prix du lait

2023 : Mais reprise fragile ?

- PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS - Érosion de la collecte et consommation peu dynamique
- PRODUCTION ET MARCHÉ EUROPÉEN - Fort impact de la guerre en Ukraine sur la collecte et la transformation européenne
- INDUSTRIE LAITIÈRE - Principaux événements de l'année 2022
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - 2022 amplifie les tendances : les écarts de revenu se creusent entre et au sein des systèmes laitiers

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : Boris DUFLOT

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Marion CASSAGNOU, Anne-Laure DUTERTRE, Hélène FUCHEY, Christine GOSCIANSKI, Yannick PECHUZAL, Benoît RUBIN, Gérard YOU.

Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : Gwendoline ELLUIN, Mathilde JOUFFROY, Monique LAURENT, Franck LAVEDRINE, Amandine MENET, ainsi que Nathalie SABATTE (CA Mont Blanc).

CNIEL : ROUYER Benoît (chapitre 5).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

• **Inosys Réseaux d'élevage** : ABGRALL Nadine (CRAB), ANDRIEU Angélique (CA 05), BALME Jean-Louis (CRA Occitanie), BERAT Héloïse (CA59/62), BODIN Tanguy (CRAB), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Véronique (CA 69), BOUCHARD Yann (CA 15), BOUCHARIN Emilie (CA 48), BROSSILLON Vincent (CRA PDL), BRUNET Sébastien (CA 47), BUREL Séverine (CRA Normandie), CARRERE François (CA 64), CHARPIOT Aurore (CA 39), CHEMIN Anthony (CA 80), CHEVALIER Guillaume (CRA PDL), CHRETIEN Philippe (CA01), COTILLON Ludovic (CA 79), DEBOUT Gauthier (CA 55), DEJEAN Olivier (CA 24), DELARUE Estelle (CA 15), DELMAS Benoît (CA 12), DURAND Martine (CA 23), DURANT Solène (CA 86), FERRAND Nathalie (CA 18), FERRY Camille (CA 52), FOLLET Denis (CRAB), FOULON François (CA 60), GABORIAU Laurent (CRA PDL), GANGNERON Alexis (CA 81), GARNIER Cédric (CRA Normandie), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GOMAS Anne Laure (CA 17/79), GAYRAL Thierry (CA 46),

GELINEAU Silvère (CRA PDL), GEORGEL Rémi (CA 88), GERVAIS Florine (CRA Normandie), GIRARDOT Jennifer (CRA IDF), GOURMANEL Richard (CA 31), HUCHON Jean-Claude (CRA PDL), LACOUR Clémentine (CA 63), LARDEREAU Audrey (CIA 25/90), LEBORGNE Gaëtan (CA 02), LEFEVRE Laurent (CA 71), LE GALL Anne (CA 57), LEGAY Aurélien (CA 40/64), LERAY Fanny (CA 14), LEROUGE Adélaïde (CA 14), MAYER Anne Laure (CDA Alsace), MONIER Jean-Pierre (CA 42), MONSALLIER Françoise (CA 15), MORIN Charlotte (CA 53), NAEL Elsa (GAB 44), PASQUIER Diane (CA 16), PERRET Justine (CA 63), PIOCHE Marie-Christine (CA 70), QUINETTE Mickaël (CRA Normandie), ROCHE Claude (CA 43), RONDEAU Domitille (CA 72), SABATTE Nathalie (CA 73/74), SERVANS Camille (CRA PDL), SIMONIN Viviane (CRA Normandie), THIOU Pascal (OCL 37), TIRARD Sophie (CRAB), VAYE Hugo (CE 37), VERMEULEN Alexandre (CA 08), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VIGOUREUX Audrey (CA 38), VIVANT Marthe (CA 41), ZIELINSKI Coralie (CRA PDL), ZSITKO Jean-Marc (CA 54).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale de l'Élevage.

2022 : Production européenne relancée avec l'envolée du prix du lait

2023 : Mais reprise fragile ?

L'année 2022 entrera probablement dans les annales de l'histoire : en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, dont les effets économiques et géopolitiques sont considérables, mais aussi en raison d'un été climatique exceptionnel, révélateur du changement climatique à l'œuvre...

Tout d'abord, la guerre en Ukraine a accentué la hausse des cours de l'énergie, principalement du gaz puis de l'électricité, mais aussi des grains, qui avait démarré au milieu de l'année 2021 avec la reprise de l'économie mondiale. Leur flambée s'est répercutée rapidement sur les prix des intrants agricoles, provoquant un bond de l'IPAMPA lait de vache, de +19% d'une année sur l'autre, puis des cours des commodités laitières et du prix du lait, de même ampleur en France (+20% /2021).

Ensuite, les éleveurs ont dû faire face à une année climatique historiquement chaude et sèche qui a amputé la production fourragère dans tous les bassins laitiers. Malgré ces aléas, les exploitations laitières françaises ont dans leur ensemble amélioré leur revenu, grâce à la hausse du prix du lait, mais aussi de la viande et des céréales. Toutefois, les écarts de revenu n'ont jamais été aussi élevés entre et au sein des principaux systèmes. Les revenus des exploitations de poly-culture-élevage ont atteint des sommets historiques grâce notamment aux céréales, tandis qu'ils ont plafonné dans les exploitations laitières de montagne, et se sont encore dégradés dans les exploitations laitières bio.

En France, la remontée plutôt modérée, en comparaison avec le reste de l'UE, du prix du lait à la production n'a pas relancé pour autant la production laitière, handicapée par une érosion encore plus marquée du cheptel et des disponibilités fourragères limitées. La hausse des prix au détail a impacté les achats des ménages, même si la consommation totale (tous circuits) a plutôt bien résisté. La crise de surproduction dans la filière laitière bio s'est exacerbée, malgré une production moins dynamique mais face à une demande en bœuf.

Dans l'UE-27, en revanche, la forte remontée du prix du lait a redynamisé la production laitière dans la plupart des pays d'Europe du Nord au 2nd semestre, si bien que la collecte européenne a été stable d'une année sur l'autre. Dans le même temps, la demande européenne a plutôt bien résisté à la hausse des prix, aidée de plus par l'afflux de près de 5 millions de réfugiés ukrainiens. Les exportations de produits laitiers vers les pays tiers ont fléchi en lien notamment avec le ralentissement de la demande chinoise.

La reprise de la production européenne devrait se prolonger au 1^{er} semestre 2023, même si le prix du lait subit de substantiels correctifs en Europe du Nord dans le sillage du reflux des cours des commodités laitières. Pour autant, l'incertitude demeure entière sur l'évolution de la production et des marchés des produits laitiers. En effet, ils dépendent de nombreux facteurs climatiques, macro-économiques, géopolitiques, de plus en plus imprévisibles... Plus probable : la consommation de produits laitiers risque de s'effriter sous l'effet d'une inflation encore élevée en 2023, auquel cas les disponibilités en produits laitiers pourraient être plus étoffées pour l'export !

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2022

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Érosion de la collecte et consommation peu dynamique

12/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait des montagnes et piémonts du Sud
- Lait bio de plaine

22/ PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Fort impact de la guerre en Ukraine sur la collecte et la transformation européenne

32/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2022

36/ LES PRÉVISIONS 2023

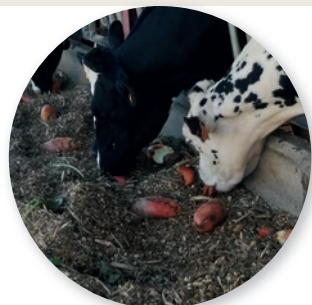
Timide croissance de la production et des exportations

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2022



HIVER



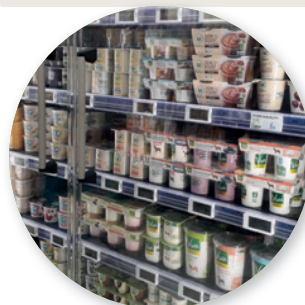
Des disponibilités fourragères abondantes

mais de qualité médiocre à l'entrée de l'hiver exceptionnellement doux. La hausse de certains intrants (aliments, engrais) initiée en fin 2021 et un prix du lait timoré ne stimulent pas la production qui marque le pas.



La loi EGAlim2 généralise la contractualisation

avec prise en compte des coûts de production et introduit le principe de la non-négociabilité du coût de la matière première agricole, entre fournisseurs et distributeurs, dans le prix de vente des produits alimentaires.



Poursuite de la déconsommation des produits bio en 2022,

après une année 2021 en recul. Aucun produit laitier n'est épargné. Les ventes se contractent dans la distribution alimentaire généraliste, mais aussi en magasins spécialisés, jusque-là peu impactés.



Le 16 mars, le Gouvernement présente un plan de résilience pour faire face aux retombées de la guerre en Ukraine.

Le 24 février, la Russie envahit l'Ukraine, ce qui attise la flambée des prix de l'alimentation animale et de l'énergie (pétrole, gaz, engrais), amorcée depuis l'été 2021. La hausse se poursuivra toute l'année.

PRINTEMPS



Mise à l'herbe précoce
mais pousse de l'herbe rapidement perturbée par les températures fraîches et de très faibles pluies en avril et mai.



Flambée des cours des ingrédients laitiers
La baisse de la collecte UE-27 amenuise les fabrications de poudres et de beurre alors que la demande intérieure comme sur le marché mondial est encore présente. Cette hausse suit aussi le mouvement général d'envolée des prix de toutes les matières premières.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2022

ÉTÉ



Sécheresse et canicule sévissent de fin juin à mi-août

sur l'ensemble de l'Hexagone. L'utilisation des stocks dans les systèmes pâturants est inévitable. Les rendements des récoltes sont pénalisés de même que les lactations des vaches (taux et volume).



Accord de libre-échange UE/Nouvelle-Zélande

Conclusion des négociations politiques le 1^{er} juillet. L'accord prévoit des contingents supplémentaires à droits progressivement réduits sur 7 ans pour les fromages néo-zélandais (25 000 t), le beurre (15 000 t) ...



Niveau historique du prix du lait dans l'UE

Tirés par une conjoncture favorable sur les marchés des ingrédients laitiers, les prix du lait se sont envolés partout dans l'UE. En France, la progression du prix du lait est bien moindre.



Flambée d'inflation historique sur l'année 2022

à +5,9% /2021 (moyenne annuelle selon l'INSEE), tirée en premier lieu par les prix de l'énergie, puis par ceux de l'alimentation (+7,5%).

AUTOMNE



L'automne plus doux et humide permet un retour à la pâture et quelques récoltes d'herbe parfois tardives mais bienvenues pour compléter des stocks fourragers globalement faibles.



L'automne doux et les prix élevés du lait en Europe

incitent les éleveurs à augmenter la production notamment en Europe du Nord, en retardant les réformes et distribuant davantage de concentrés. Cette hausse de la collecte est particulièrement forte en Allemagne et aux Pays-Bas.



Réforme PAC :

Validation par la Commission européenne de l'ensemble des PSN nationaux (accord donné entre le 31 août et le 19 décembre).

2

PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Érosion de la collecte et consommation peu dynamique

En 2022, la collecte laitière nationale a poursuivi son recul. La sécheresse et la canicule estivales ainsi que l'érosion continue du cheptel de vaches ont impacté la production. Le prix du lait s'est envolé en 2022 mais dans une moindre mesure qu'ailleurs dans l'UE. Cette hausse de prix a compensé la flambée des charges, particulièrement des engrais, de l'énergie et des aliments achetés. La marge MILC s'est ainsi nettement améliorée.

Les plus faibles disponibilités laitières ont orienté les fabrications vers la crème et les fromages aux dépens des ingrédients laitiers. Les achats des ménages de produits laitiers poursuivent leur repli en 2022. La consommation tous circuits de produits laitiers est restée quasi stable.

La filière lait de vache bio a de nouveau été ébranlée en 2022 par un décrochage des achats des ménages.

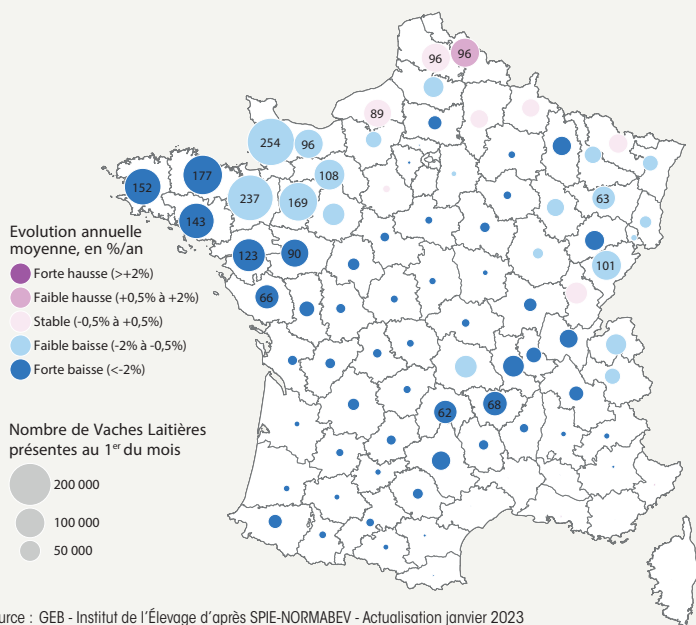
L'excédent commercial français s'est une nouvelle fois dégradé, du fait notamment d'une progression des importations de beurre.



-2,3%

C'est la baisse du cheptel laitier en 2022.

CHEPTEL DÉPARTEMENTAL LAITIÈRE ET ÉVOLUTION ANNUELLE - 1^{ER} DÉCEMBRE 2022



Accélération du repli du cheptel laitier en 2022

Pour la 8^{ème} année consécutive, le cheptel national de vaches laitières a poursuivi son recul sur l'année 2022. En décembre, il s'est établi à 3,44 millions de têtes en baisse de -2,3% par rapport à décembre 2021, soit -80 000 têtes. Le repli annuel n'a jamais été aussi sévère. Par rapport à son point haut de décembre 2014 (3,83 millions de têtes), le cheptel a chuté de -10,4% (-398 000 têtes).

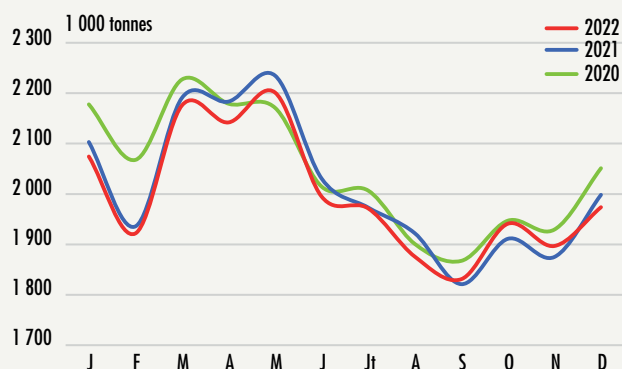
Le Sud-Ouest de la France perpétue son repli, particulièrement appuyé en Nouvelle-Aquitaine (-6,8% /2021) et en Occitanie (-6,4%), en forte déprise laitière. Le cheptel breton a perdu 20 500 vaches laitières (-2,8% /2021). Depuis 4 ans, le recul du cheptel s'accroît dans la 1^{ère} région laitière de France, notamment dans les départements du Finistère et du Morbihan. En Pays de la Loire, la Vendée poursuit un retrait soutenu en 2022 (-5,2% /2021). Depuis 2014, ce département a perdu 21% de son cheptel laitier. La Normandie résiste mieux (-1% /2021).

La France du Nord et de l'Est semble moins affectée par les baisses de cheptel : stabilité en Hauts-de-France, recul de -1,4% dans le Grand Est et en Bourgogne-Franche-Comté. Le repli est plus important en Auvergne-Rhône-Alpes (-2,9% /2021).

La Manche reste le 1^{er} département français en effectifs de vaches laitières devant l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-d'Armor et la Mayenne.

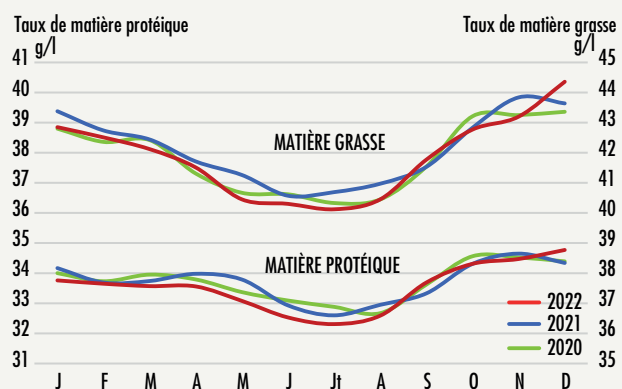
COLLECTE ET PRIX 2022

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



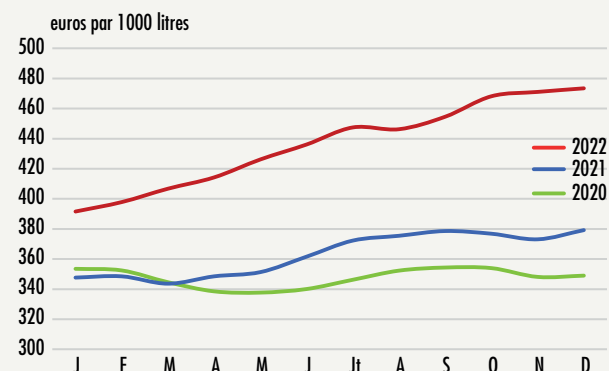
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES TAUX DE MATIÈRE PROTÉIQUE ET GRASSE EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTÉIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYREUX)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2022, la collecte laitière française a de nouveau reculé. Les conditions climatiques caniculaires et sèches de l'été ont impacté la production laitière. La collecte s'est toutefois redressée en septembre, grâce à une arrière-saison de pâturage favorable et la distribution de concentrés. Mais dès mi-novembre, c'est de nouveau la baisse qui s'est installée.

Nouveau repli de la collecte annuelle

En 2022, la collecte française s'est repliée de -0,7%/2021 à 24 millions de tonnes, en recul de -5,5% comparé à 2015, point culminant de la collecte nationale. L'année 2021 avait déjà été marquée par un recul prononcé de -1,5%/2020. En 2022, la collecte non bio s'est rétractée de -1,1%/2021, à 22,67 millions de tonnes. La part de la France dans la collecte de l'UE, ramenée à 16,7%, a reculé au profit de l'Irlande, la Pologne ou encore l'Italie.

La marge MILC a progressé tout au long de l'année 2022 pour s'établir à 127,3 €/1 000 l en décembre. Sur 1 an, elle s'est améliorée de +36 €/1 000 l. En parallèle à la hausse des charges, le prix du lait a bien augmenté. Mais, malgré un prix du lait plus incitatif pour produire, la collecte de lait a reculé sur une grande partie de l'année. 2022 a été marquée par la sécheresse et la canicule estivales qui ont altéré la production fourragère, ainsi que par l'accélération de la baisse structurelle du cheptel de vaches laitières. La collecte a toutefois rebondi à partir de septembre, avec une météo automnale plus favorable. Mais ce rebond fut de courte durée. Depuis mi-novembre, la collecte s'est de nouveau repliée.

La Bretagne, la Normandie et les Pays de la Loire représentent 55% de la collecte nationale. La collecte poursuit un recul très fort dans le Sud-Ouest en 2022 (-6%/2021 en Nouvelle-Aquitaine et -4,5% en Occitanie). La baisse est prononcée en Auvergne-Rhône-Alpes (-2,9%). Face à un net repli de son cheptel, la Bretagne connaît une baisse notable de sa collecte, de -1,3%. La collecte est stable en Hauts-de-France, Normandie et Pays de la Loire. Le Grand Est et la Bourgogne-Franche-Comté se démarquent avec une collecte en progression (respectivement +1% et +0,7%/2021).

Rendements en hausse, mais composition en baisse

Le rendement apparent du cheptel laitier français continue de progresser modérément (+50 kg) pour approcher 7 400 kg/VL/an. La teneur en matière grasse du lait a reculé à 41,9 g/l (-0,3 g/l) en moyenne en 2022, en raison de la moindre qualité des fourrages. La teneur en matière protéique est aussi en recul à 33,5 g/l en moyenne. Compte tenu de cet appauvrissement des teneurs en matière grasse et protéique, le repli de la collecte en matière sèche utile est plus prononcé (-1,2%/2021) que celui de la collecte totale.

Le prix du lait en France a progressé bien moins vite qu'ailleurs en Europe

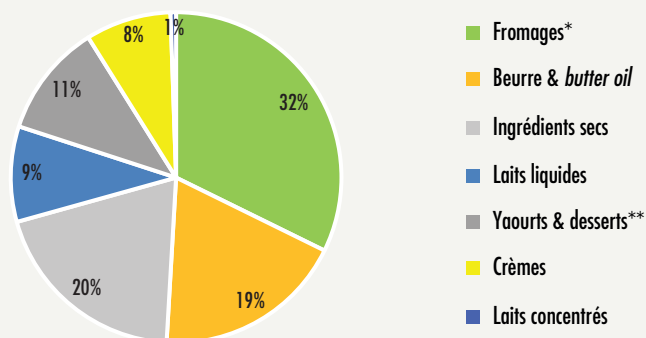
Après une amélioration en 2021, le prix du lait s'est fortement apprécié en 2022. À 436 €/1 000 l en moyenne sur l'année, le prix du lait standard (38-32), toutes qualités, a gagné +73 € d'une année sur l'autre (+20%). Le prix standard du lait conventionnel s'est établi à 423 € (+80 €/2021). Le prix du lait payé aux livreurs (teneur réelle tous types de lait confondus) a atteint 460 €/1 000 l en moyenne.

Le prix du lait s'est apprécié tout au long de l'année en France sans connaître sa traditionnelle baisse saisonnière du printemps. Tiré par des cours mondiaux des ingrédients laitiers en nette hausse, il a atteint 474 €/1 000 l en décembre 2022 (+95 €/2021). Toutefois, il est resté bien en deçà des prix des autres pays de l'UE-27. Le lait français est majoritairement valorisé en produits de grande consommation vendus essentiellement pour le marché national. Son prix s'en trouve naturellement moins connecté aux cours des commodités contrairement aux pays d'Europe du Nord très tournés vers l'export de ces produits. Toutefois cette seule raison ne suffit pas à expliquer le différentiel de prix enregistré en 2022. Dans l'UE-27, le prix annuel moyen a atteint en moyenne 501 €/1 000 l, soit une progression de +36%/2021.

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

COLLECTE ET FABRICATIONS 2022

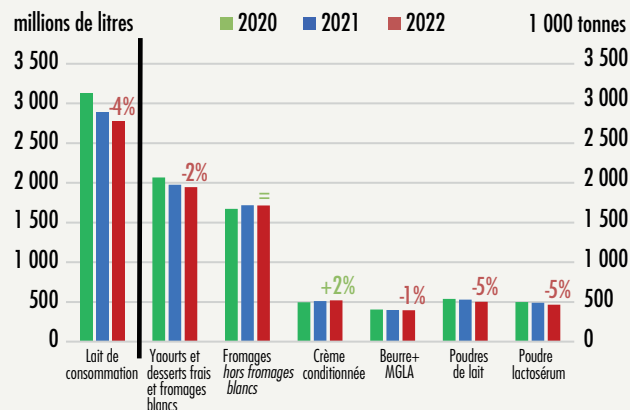
UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE (% DE LA MSU COLLECTÉE EN 2022)



* hors fromages blancs
** y compris fromages blancs

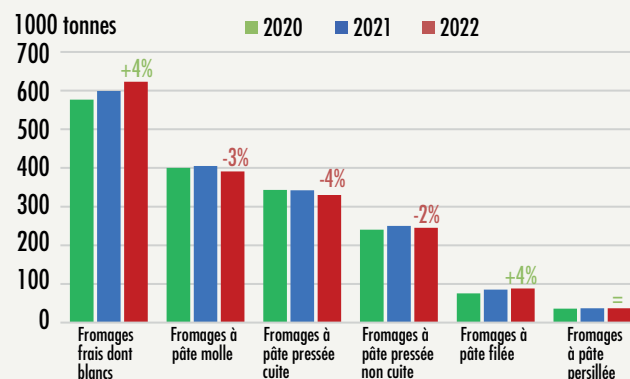
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES PAR TYPE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

En 2022, la matière utile à disposition des transformateurs a reculé (-1,2% /2021). La baisse est due en grande partie à une collecte en repli (-0,7%), mais aussi à la diminution des taux de matière grasse et matière protéique (-0,6%). Les fabrications de fromages et de crème conditionnée ont progressé aux dépens des ingrédients laitiers.

Poursuite de la baisse des fabrications de laits conditionnés

Les fabrications de laits conditionnés ont reculé de -4% /2021. La hausse des fabrications des laits aromatisés, de +4%, n'a pas compensé les baisses des laits UHT et laits liquides infantiles. La baisse des achats des ménages en magasin perdure sur ce segment, à l'exception de l'année atypique 2020 (Covid-19 et confinement).

Recul régulier des fabrications d'ultra-frais

Globalement, les fabrications d'ultra-frais se sont réduites de -2% /2021. Les fabrications de yaourts ont poursuivi leur lente dégradation (-2%). Celles de fromages blancs, quant à elles, ont progressé de +4% pour la 2^{ème} année consécutive. Les fabrications de desserts lactés sont restées stables.

Plus de crème conditionnée et moins de beurre

Les fabrications de crèmes conditionnées ont continué leur progression (+2% /2021), poursuivant leur tendance d'avant crise sanitaire. Les fabrications de beurre et MGLA (matières grasses laitières anhydres) ont été en repli de -1%. Face à un très fort recul des achats de beurre en magasin, les fabrications de beurre de consommation ont diminué de -2% d'une année sur l'autre.

Fort retrait des ingrédients laitiers

Les transformateurs ont baissé les fabrications de poudres de lait (-5% /2021) et de beurre ingrédient pour l'agro-alimentaire (-1%). Les fabrications de poudre de lactosérum ont fléchi de -5% quand celles de caséines ont augmenté de +13%.

Des fabrications de fromages stables

Les fabrications de fromages se sont stabilisées en 2022. Les exportations sont restées au niveau de 2021 et les volumes achetés par les ménages ont légèrement reculé.

Les fabrications de fromages frais et de fromages à pâte filée, type mozzarella, se sont appréciées de +4% /2021. Pour les pâtes persillées, les fabrications sont restées identiques à celles 2021.

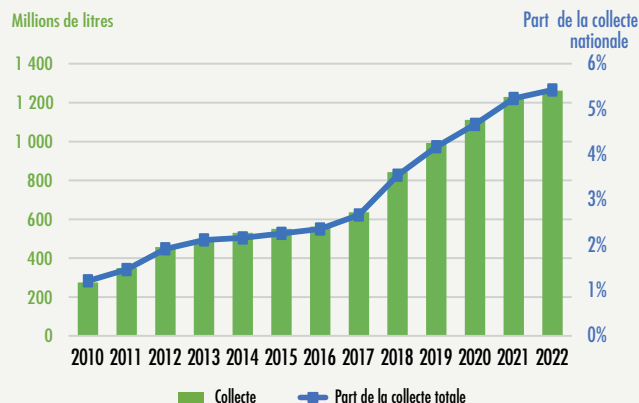
Pour tous les autres fromages, un recul est enregistré. Le plus fort repli a concerné les fromages à pâte pressée cuite (30,5% de la MSU fromagère). Les fabrications d'emmental et de Beaufort ont chuté, respectivement de -4% et -7%.

Les fabrications de fromages à pâte molle (27% de la MSU fromagère) ont baissé de -3%. Celles de camembert et de brie poursuivent leur tendance baissière depuis de nombreuses années (respectivement -1% et -2%). Mais ce sont surtout les autres fromages à pâte molle, essentiellement des spécialités industrielles type « Caprice des Dieux » qui ont subi un repli important de fabrications (-6% /2021).

Les pâtes pressées non cuites (20% de la MSU fromagère) ont régressé de -2%. Les fromages type raclette, Saint-Nectaire, tommes ont fléchi de -5% quand le gouda et la mimolette ont progressé de +7%. Les fabrications de Cantal se sont accrues de +3%.

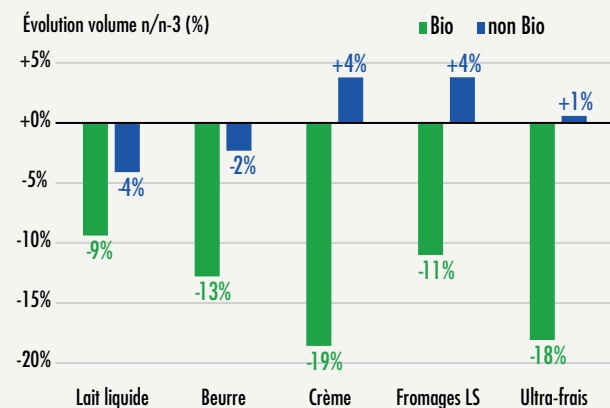
LAIT BIOLOGIQUE 2022

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE LAIT BIOLOGIQUE



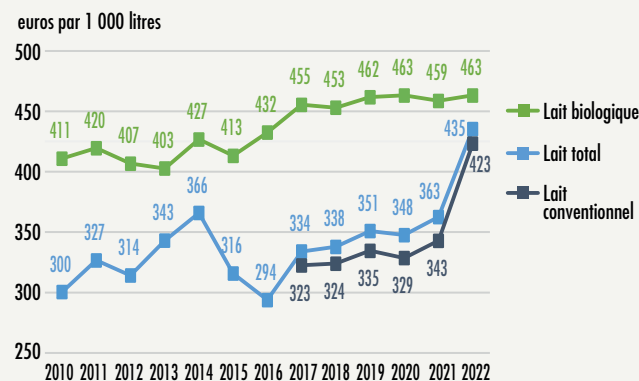
Source : GEB - Institut de l'élevage d'après EML FranceAgriMer

ÉVOLUTION DES VENTES DE PRODUITS LAITIERS BIOLOGIQUES ET CONVENTIONNELS (2022 /2019)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

ÉVOLUTION DU PRIX ANNUEL* DU LAIT BIO (STANDARD 38/32)



* Prix mensuels pondérés par la collecte
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Pour la 2^{ème} année consécutive, la filière lait biologique a été profondément déstabilisée. Le décrochage de la consommation de produits laitiers s'est accentué tout au long de l'année. En face, la hausse de collecte a été bien moins élevée que ces dernières années.

Collecte en croissance ralentie

La collecte de lait bio en France a atteint 1,26 milliard de litres en 2022. Ramenée à +2,7% /2021, la progression de la collecte a été nettement moins dynamique que les années passées. La météo, ainsi que des arrêts d'ateliers laitiers et des déconversions ont affecté la collecte. À la suite de l'été caniculaire et sec, la collecte nationale a fortement chuté en août et septembre. Les bonnes conditions climatiques de l'automne ont favorisé la reprise de la production. Après avoir atteint son plus haut niveau en juin (4 250 livreurs), le nombre de points de collecte est redescendu au 2nd semestre, à 4 170 livreurs en décembre.

La consommation de produits laitiers biologiques a fortement dévissé en 2022, à la suite d'une année 2021 déjà en retrait. Tous les produits laitiers sont affectés par la déconsommation. La crème et les ultra-frais ont subi les reculs les plus forts. Selon IRI, les achats des ménages de crème et ultra-frais en grandes surfaces, EDMP (*hard discount*) et *drive* se sont effondrés de près de -20% /2019. Les achats de beurre ont reculé de -13% et ceux de fromages libre-service de -11%. Avec un repli des achats de -9%, le lait conditionné a mieux résisté. Les produits laitiers bio aux parts de marché les plus faibles (crème, ultra frais, fromages) ont enduré les baisses de ventes les plus notables. Avec une part de marché de près de 12%, le lait conditionné reste le produit laitier le plus consommé en bio.

Recul des fabrications et hausse du déclassé

En MSU, les fabrications de produits biologiques ont logiquement reculé alors que la collecte nationale a poursuivi une légère croissance. Davantage de lait a dû être déclassé en 2022. Certaines laiteries ont déclassé jusqu'à 40% de leur collecte de lait bio en lait en conventionnel, contre 10 à 20% les années précédentes. Toutefois, en 2021, le taux de déclassé avait déjà progressé. L'utilisation de matière grasse a décliné avec le repli de -26% des fabrications de crème et de -19% de celles de beurre. L'utilisation de la matière protéique a également fléchi mais dans une moindre mesure. Les fabrications de poudres de lait bio ont aussi diminué de -16% /2021, celles d'ultra-frais de -11% et pour le lait conditionné de -7%. Seules les fabrications de fromages ont peu diminué (-4%).

Le prix s'est redressé au second semestre

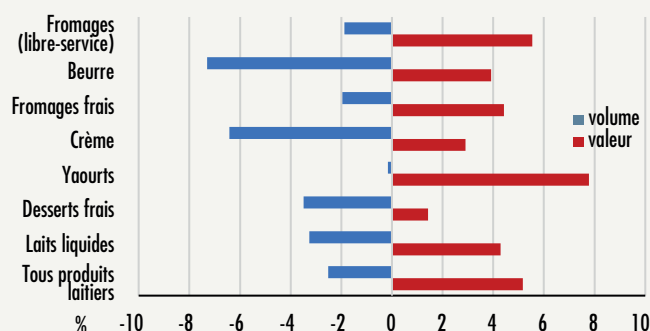
Le prix du lait bio a légèrement progressé en 2022. Le prix de base moyen, s'est établi à 463 €/1 000 l (moyenne pondérée) soit 4 € de plus qu'en 2021. Sur le 1^{er} semestre, le prix est resté en dessous de 2021. Il s'est ensuite apprécié au 2nd semestre. Son écart s'est fortement réduit avec le prix du lait de base conventionnel. De 100 €/1 000 l en début d'année, il n'était plus que de 30 € en décembre. À 489 €/1 000 l, le prix payé n'a progressé que de +4 € à cause d'une dégradation du taux protéique moyen d'une année sur l'autre (-0,12 g à 32,68 g/l) et d'une stabilité du taux butyreux à (41,7 g/l). À noter que les producteurs de lait bio ont eux aussi écopé de hausses de leurs charges.



2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

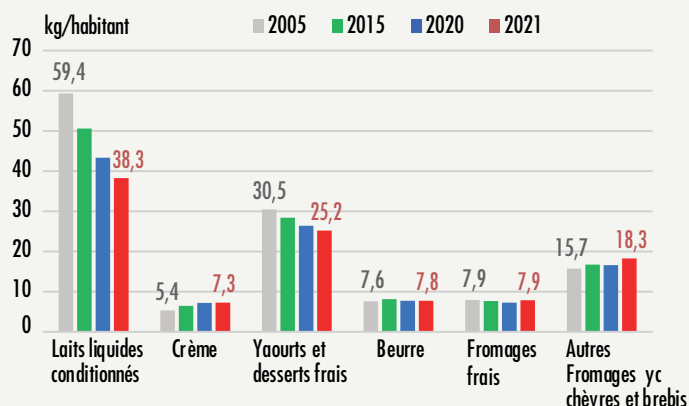
CONSOMMATION FRANCE 2022

ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN GMS EN FRANCE (% /2021)



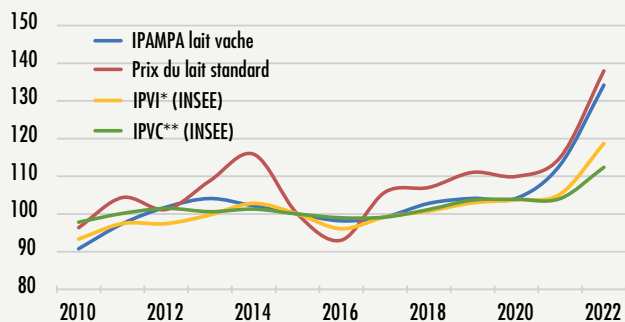
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

INDICES DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2015)



*IPVI = Indice Prix de Vente Industriel INSEE
 **IPVC = Indice Prix de Vente aux Consommateurs INSEE

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

Le recul des achats des ménages de produits laitiers en magasin se poursuit. Après une année 2020 particulière où les ménages ont convoité les produits laitiers, les tendances de fond reviennent. Globalement, la consommation individuelle, mesurée en équivalent lait par bilan, a été stable selon nos estimations.

Décrochage des achats des ménages en 2022

Tous les produits laitiers subissent un repli de leurs ventes en magasin, à l'exception des yaourts dont les volumes achetés par les ménages se sont maintenus d'une année sur l'autre. D'après les données IRI, sur les 12 derniers mois comparés à 2021, les ventes de produits laitiers aux ménages en France ont globalement baissé de 2,5% en volume. Les évolutions sont variables selon les produits. Le beurre et la crème ont subi les revers les plus importants avec respectivement une baisse de -7% et -6% /2021. Le beurre est le produit laitier dont le prix a le plus progressé sur un an (+12%). Les achats des ménages en volume des autres produits ont reculé de -2 à -3% /2021. Avec la hausse des prix en magasin (+8% /2021), l'évolution annuelle des ventes en valeur a en revanche nettement progressé (+5,2% /2021).

Une consommation apparente de lait stable

D'après nos estimations par bilan, la consommation apparente de lait et produits laitiers est quasi stable à 310 litres équivalent par Français en 2022.

La consommation par Français de laits liquides conditionnés est descendue à 39 l/habitant en 2022 (-4% /2021) soit un recul de -2 l par rapport à 2021 et de -16 l en 10 ans. La consommation apparente de beurre est restée stable à 8 kg/hab. La restauration hors domicile et surtout l'utilisation de beurre par les IAA ont apparemment compensé le recul de la consommation à domicile. Dans le temps, la consommation individuelle de beurre a peu évolué. La consommation de crème a été également stable à 7,2 kg/hab. en 2022. Sur le temps long, la tendance est plutôt en légère progression.

La consommation de yaourts et desserts frais a légèrement diminué à 24,9 kg/hab. (-2% /2021), suivant les tendances passées. À l'inverse, celle de fromages frais a de nouveau progressé de +7% à 8,3 kg tandis que celle des autres fromages (tous laits confondus) s'est rétractée en 2022 de -9% après une année 2021 en hausse. En tendance longue, la consommation individuelle de fromages stagne.

Hausse des prix à tous les maillons de la filière

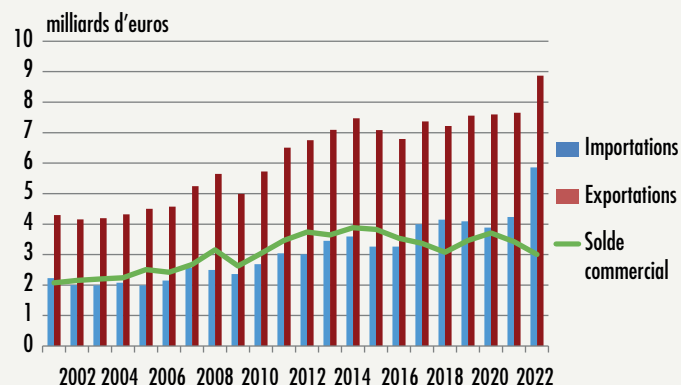
En base 100 par rapport à 2015, le prix du lait à la production a augmenté de +20% /2021 : un peu plus que les prix des intrants. L'IPAMPA lait de vache a progressé de +18,8% /2021. Il a augmenté jusqu'au milieu de l'année et s'est stabilisé sur le 2nd semestre à un niveau record. La flambée des cours de l'engrais, de l'énergie et du prix des aliments achetés a impacté à la hausse l'IPAMPA.

Le prix du lait a aussi progressé plus que les prix au stade de gros et de détail, respectivement de +12,8% et +8% d'une année sur l'autre.

En revanche, il a progressé nettement moins que le prix du lait en Allemagne (+46% /2021) qui a bondi autant que les cours du beurre et de la poudre maigre.

COMMERCE EXTÉRIEUR 2022

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DES PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

L'excédent commercial laitier français s'est de nouveau dégradé en 2022. Les exportations ont certes progressé en valeur (+16% /2021) mais sans commune mesure avec les importations qui ont explosé (+38% /2021).

Forte dégradation de la balance commerciale

En 2022, l'excédent commercial s'est déprécié et est tombé à son niveau de 2018 (-12% /2021), à près de 3,01 milliards €. Les exportations se sont réduites en volume sur presque tous les produits mais, avec l'augmentation des prix, elles se sont renchériées en valeur (+16% /2021). Avec la baisse de collecte, les importations ont augmenté, particulièrement sur le lait vrac (+37% /2021 en volume) et le beurre (+10% /2021). Les importations ont bondi en valeur (+38% /2021) dégradant fortement le solde commercial.

Hausse du déficit commercial en matières grasses et de l'excédent en ingrédients secs

Sur le lait vrac, les échanges ont progressé en volume. Le solde commercial a ainsi augmenté de +5% et s'est stabilisé en valeur à +106 M€. Les exportations de laits conditionnés ont reculé fortement en volume (-17% /2021) et légèrement en valeur (-4% /2021). Les importations ont baissé de moitié en volume et d'1/3 en valeur, avec un recul marqué en provenance de Belgique et d'Allemagne. Le solde commercial du lait conditionné s'est ainsi redressé de +8% à +91 Ms €.

Pour la cinquième année consécutive, le solde commercial des fromages s'est encore détérioré, de -15% /2021 à +1,02 Mrd € en 2022. Il reste toutefois le premier poste en valeur de l'excédent commercial laitier. Les exportations ont été stables en volume et se sont appréciées de +11% /2021 en valeur à +3,58 Mrds €. Les importations ont rétrogradé en volume (-12%), mais elles ont bondi en valeur de +27% à +2,56 Mrds €. À noter un recul des importations de fromages fondus (-14% en volume) notamment en provenance d'Allemagne et une chute des fromages râpés (-57%) notamment en provenance des Pays-Bas. Les importations de cheddar ont bondi de +25%, essentiellement en provenance du Royaume-Uni.

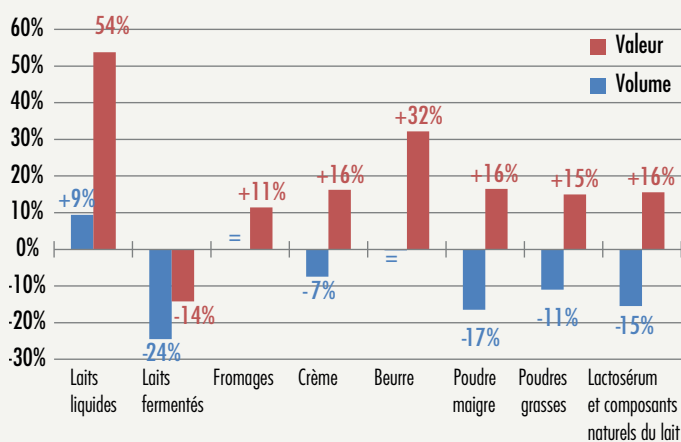
Pour la matière grasse, les exportations sont restées stables en volume et ont progressé de +32% en valeur. Cependant, les importations ont augmenté de +10% en volume et de +76% en valeur, hausse qui incombe à la Belgique, l'Allemagne et la Pologne notamment. Le déficit commercial s'est effondré à -827 M€ en 2022. Pour la crème, le solde commercial a été de nouveau négatif à -69 M€.

En 2022, l'excédent commercial en ingrédients secs a atteint +1,5 Mrd €, en hausse de +14% /2021 du fait de l'amélioration des cours des ingrédients laitiers. L'excédent de poudre maigre a progressé en valeur de +13% à +677 M€ et a régressé en volume de -20% avec un recul des exports vers la Chine, l'Espagne, le Yémen ou encore les Pays-Bas. L'excédent commercial en caséines s'est aussi nettement apprécié de +29% à +335 M€, mais s'est dégradé en volume (-12%) avec des baisses d'exportations surtout vers les États-Unis, l'Italie, l'Espagne et la Russie. Pour les poudres grasses, le solde commercial a augmenté de +14% à +216 M€ et reculé de -7% en volume. L'excédent commercial en lait infantile a progressé de +12% à +696 M€, avec une progression des exportations vers la Chine.

Hausse des exportations vers toutes les destinations

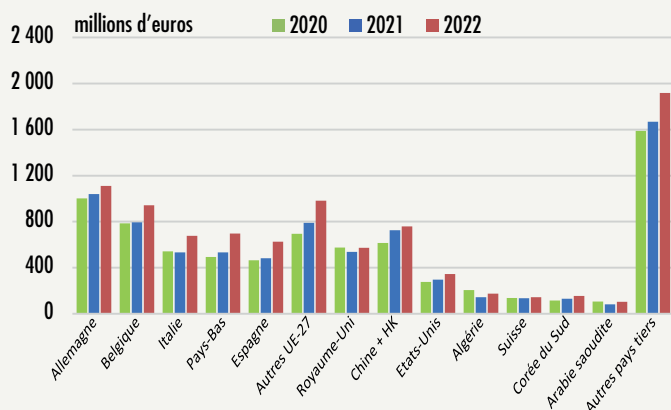
Les exportations vers les pays de l'UE-27 ont progressé en valeur de +21% /2021. Elles ont été particulièrement dynamiques vers les Pays-Bas (+31%), l'Espagne (+30%) et l'Italie (+27%). Les exports vers le Royaume-Uni ont augmenté plus modérément en valeur en 2022 (+7% /2021) après avoir décliné depuis sa sortie de l'UE. Globalement, les exportations vers les pays tiers se sont aussi appréciées en valeur (+12%). Ce sont surtout les exportations vers le Moyen-Orient (+26% vers l'Arabie Saoudite), l'Afrique du Nord (+21% vers l'Algérie), la Corée du Sud (+19%) et les États-Unis (+17%) qui se sont nettement améliorées. A contrario, la hausse est plus timorée vers la Chine (+5%).

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2022 (% /2021)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et CNIEL

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

2022 amplifie les tendances : les écarts de revenu se creusent entre et au sein des systèmes laitiers

Jamais, entre les six groupes d'exploitations étudiées, nous n'avions observé de telles différences de revenu. Selon nos estimations, les systèmes avec lait et cultures de vente situés en plaine obtiendraient en 2022 un revenu moyen près de quatre fois supérieur à celui des systèmes spécialisés bio de plaine (93 000 €/UMOex contre seulement 23 000 €/UMOex). Pour une majorité de systèmes les tendances 2021 devraient se confirmer voire s'amplifier : hausse des revenus en conventionnel et baisse en lait bio. En revanche, les exploitations laitières en AOP des montagnes de l'Est verraient leur courbe de tendance s'inverser. Orientés à la hausse depuis 2016, leurs revenus s'effriteraient en moyenne à 32 000 €/UMOex, tout en restant supérieurs de 25% à ceux des autres massifs montagneux. Les exploitations spécialisées bio de plaine et celles des montagnes AOP de l'Est, se heurtent à la même réalité comptable : les hausses de valeurs des produits vendus en 2022 (lait et viande bovine), ne permettraient pas de compenser l'augmentation des charges mises en œuvre pour les produire, qu'elle soit liée à la hausse des prix des intrants ou aux achats exceptionnels dus à la sécheresse. En effet le prix du lait dans ces filières démarquées s'est bien moins apprécié qu'en filières dites « conventionnelles » : -3 €/1 000 l en bio, +30 €/1 000 l en AOP de l'Est et +75 €/1 000 l pour le lait standard.

LE PRIX DU LAIT ET LA PART DES CULTURES DE VENTE : DEUX FACTEURS PRÉPONDÉRANTS SUR LE REVENU

Une année 2022 pourtant très anxiogène pour les éleveurs

C'est un fait, les éleveurs auront dû affronter en 2022 une combinaison d'événements géopolitiques, économiques et climatiques d'une ampleur inimaginable il y a encore quelques mois. Si certaines hausses de matières premières (engrais, carburants et aliments) étaient déjà amorcées à l'automne 2021, les niveaux d'augmentation atteints dès le début 2022 et le déclenchement de la guerre en Ukraine ont déstabilisé bon nombre de repères surtout au printemps. L'IPAMPA lait de vache, qui synthétise la moitié du coût de production du lait, enregistre une augmentation record de 19% entre 2021 et 2022 (0% entre 2019 et 2020). Il y a forcément de quoi perturber les stratégies habituelles en termes de conduite des troupeaux ou des cultures surtout si on y ajoute une année climatique tout aussi défavorable.

Une revalorisation des produits salubre pour le résultat 2022 mais hétérogène

À la vue de l'augmentation des charges, la revalorisation des produits était indispensable et devrait être salvatrice dans une majorité d'exploitations. En systèmes laitiers spécialisés de plaine, le produit lait augmenterait de 32 400 €/UMOex par rapport à 2021, permettant de couvrir à lui seul l'augmentation de l'ensemble des charges. À la hausse du prix du lait se sont ajoutées celles de la viande bovine (réformes et veaux nourrissons) et des cultures de vente (28 ha en moyenne dans ces exploitations), permettant une augmentation de 53% du revenu. Ces hausses profiteraient bien évidemment aussi et d'autant plus aux systèmes mixtes lait et viande bovine (+ 24 000 €/UMOex) et surtout lait et grandes cultures (+29 000 €/UMOex). Ces derniers, où la sole en cultures de vente est importante (124 ha en moyenne pour le groupe INOSYS) connaîtraient en 2022 la plus forte augmentation (+46%/2021). Bien que les rendements des cultures

ont été hétérogènes en 2022, particulièrement pour les cultures de printemps, la forte hausse des prix de vente (+27% pour le blé tendre et le maïs), contribuerait très positivement à l'amélioration des résultats.

Dans les montagnes et piémonts du Sud, on observerait une progression de 38% du revenu mais qui reste relative, +5 500 €/UMOex, comparée aux systèmes de plaine. Cette hausse et le niveau moyen de revenu atteint (25 500 €/UMOex) pourrait masquer de fortes disparités en fonction de la destination du lait (AOP ou lait standard) et du montant d'achats de substituts fourragers pour faire face à la sécheresse. Dans les montagnes de l'Est, ce sont bien les aléas climatiques qui devraient être à l'origine de la baisse des revenus (-7 000 €/UMOex). En effet, bien que la hausse du prix du lait à Comté ou à Reblochon est modérée (+30 €/1 000 l), elle aurait pu contrebalancer la hausse des charges conjoncturelles. Malheureusement la sécheresse a conduit à une baisse des livraisons et à des achats onéreux de fourrages.

En bio, le doute s'installe

Le démarrage précoce du pâturage au printemps a été rapidement stoppé par la sécheresse obligeant les éleveurs à puiser fortement dans les stocks constitués en 2021. Les repousses automnales, jusque tard dans la saison, ont permis d'allonger la période de pâturage et de faire des stocks substantiels (la qualité restant inférieure à celle des premiers cycles printaniers). Les exploitations bio, dont les systèmes fourragers sont majoritairement axés sur le pâturage et l'herbe récoltée, ont été plus fortement exposées à la pénurie d'herbe que l'ensemble des exploitations laitières. Les volumes de lait livré par exploitation ont baissé sans pouvoir contraindre les charges en proportion. Qui plus est, les éleveurs laitiers bio font face depuis 2021 au mieux à une stagnation du

prix de vente de leur lait, au pire à une forte baisse (divergence entre collecteurs). Les éleveurs bio subiraient en 2022 un véritable effet ciseau entre les charges et les produits et devraient voir leur revenu chuter de 7 000 €/UMOex. Jusqu'en 2018, la rentabilité des exploitations laitières bio était source d'attractivité, depuis elle stagne voire s'effondre, amenant nombre d'éleveurs à s'interroger sur l'intérêt d'une déconversion.

Trésorerie, stratégies d'approvisionnement et avances de stock creusent les écarts

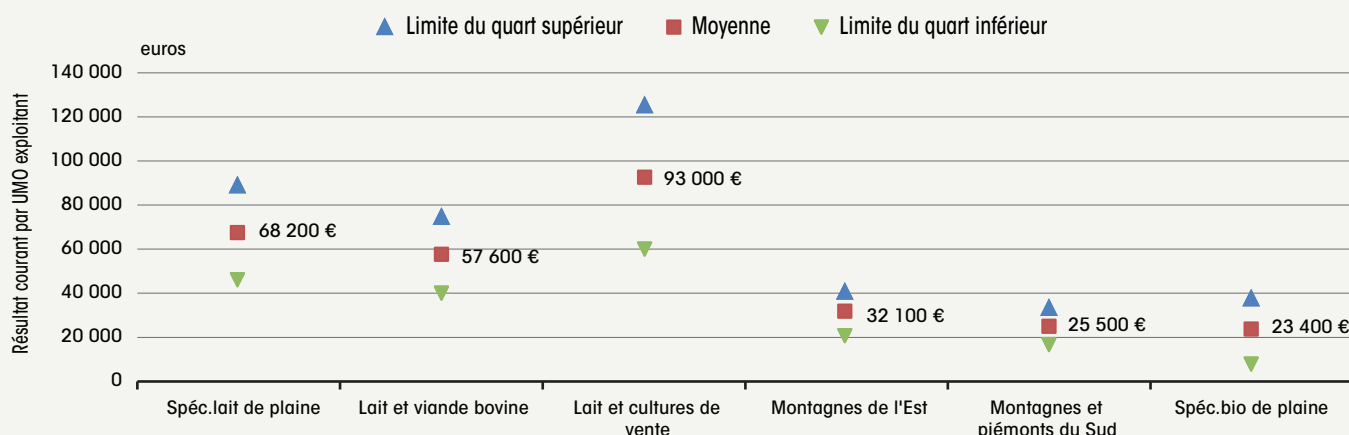
Les écarts de résultats se creusent entre exploitations d'un même système. Ainsi, le revenu estimé varie du simple au double entre la limite du quart inférieur et la limite du quart supérieur dans l'échantillon des exploitations laitières spécialisées de plaine (42 000 €/UMOex à 84 000 €/UMOex). Certains élevages ont en 2022 mieux réussi que d'autres à contenir les hausses de charges. Cela peut être dû à la contractualisation de certains approvisionnements avant les augmentations de prix, à une trésorerie permettant de passer commande au bon moment ou des stocks fourragers constitués en 2021 et permettant de faire face à la sécheresse.

La gestion du risque indissociable de la résilience

Bien évidemment le prix du lait (et des autres produits de l'exploitation) et le niveau des charges sont déterminants pour le revenu de l'éleveur. S'y adjoint la capacité à gérer les risques et pour cela l'année 2022 a été particulièrement riche d'enseignements. À titre d'exemple, les conséquences des aléas climatiques de cette année ont, dans un certain nombre d'exploitations laitières, pu être limitées grâce aux surplus de stocks permis et engrangés par des rendements 2021 supérieurs à la moyenne pluriannuelle. Cela montre l'intérêt de disposer de stocks fourragers conséquents et quand l'opportunité se présente de constituer une réserve conjoncturelle. À l'image des fourrages, les élevages qui auront le mieux résisté à la flambée des prix des intrants sont ceux qui disposaient d'une épargne de précaution. Tout l'enjeu dans la gestion des risques est donc de déterminer les marges de sécurité (stocks fourrage, trésorerie, main-d'œuvre, assolement...) dont l'exploitation aura besoin pour appréhender et rebondir plus sereinement face aux aléas (internes comme externes). Pour nombre d'exploitations, de plaine notamment, l'année 2022 devrait être favorable à constituer une épargne de précaution. Espérons que 2023 permette de reconstituer aussi une épargne fourragère.

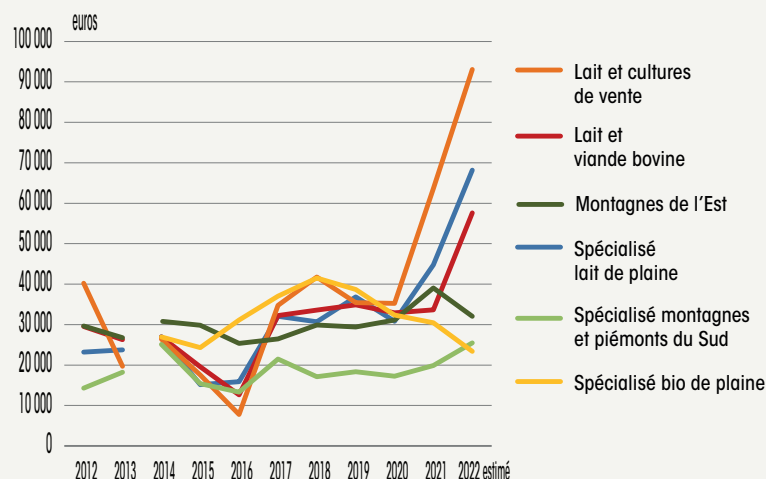
ESTIMATIONS DES RÉSULTATS COURANTS 2022

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage bovins laitiers et variabilité intra système en 2021.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVINS LAITIERS



La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DE REVENUS

Pour les exploitations conventionnelles de plaine (spécialisées, mixtes lait et viande bovine, lait et cultures de vente), les revenus 2022 seraient tous supérieurs à 57 000 €/UMOex. À noter que le groupe d'exploitations INOSYS étudiées obtient régulièrement des résultats nettement supérieurs à la moyenne du RICA (écart de l'ordre de +40% en plaine et +30% en montagnes hors AOP de l'Est). Amorcée en 2021, cette hausse de revenu estimé est totalement inédite et contraste avec la décennie précédente, période durant laquelle les revenus étaient nettement plus faibles. Pour les montagnes de l'Est AOP, l'année 2022 stoppe la lente mais régulière progression des revenus entre 2016 et 2021, année où ils avaient atteint un niveau (39 000 €/UMOex) en rapport avec celui du prix du lait. Dans le Massif central et ses alentours, la tendance de ces dernières années est favorable même si les niveaux atteints restent nettement insuffisants. Pour le lait bio de plaine, la tendance à la baisse persiste depuis 2018 et devient inquiétante quant au niveau atteint en 2022.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2022 ET MÉTHODOLOGIE

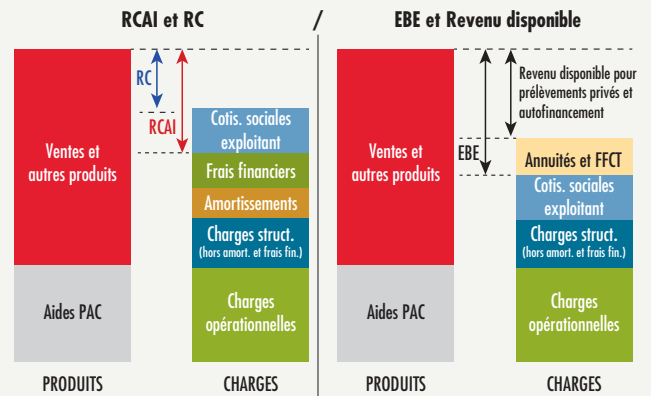
Les estimations des revenus 2022 ont été réalisées à partir des données de 298 exploitations issues du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage bovins lait dont 45 élevages bio et 253 exploitations en production conventionnelle. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2021 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...) auxquels sont appliqués des indices d'évolution pour 2022. Ces derniers peuvent avoir des origines diverses et variées : IPAMPA (charges), ARVALIS et AGRESTE (rendements et prix grandes cultures), GEB (prix du lait et de la viande bovine) et des enquêtes régionales des Réseaux INOSYS...

Les estimations, qui portent sur le résultat courant, prennent en compte les amortissements et les frais financiers mais également une estimation des cotisations sociales calculées sur la moyenne triennale.

Plus d'informations : <https://idele.fr/filieres/bovin-lait>

-> Les dossiers techniques ; -> les hypothèses d'évolution de prix

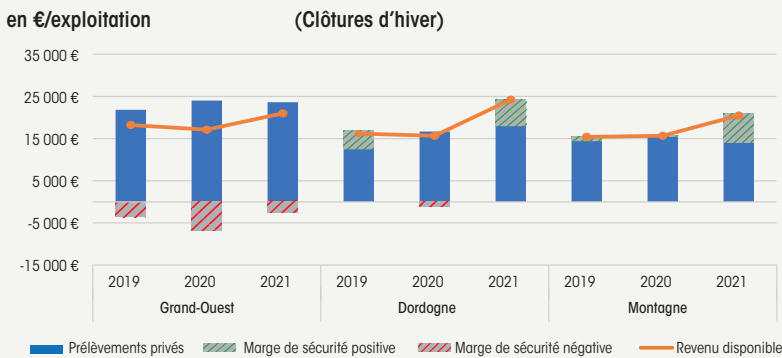
INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAl : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

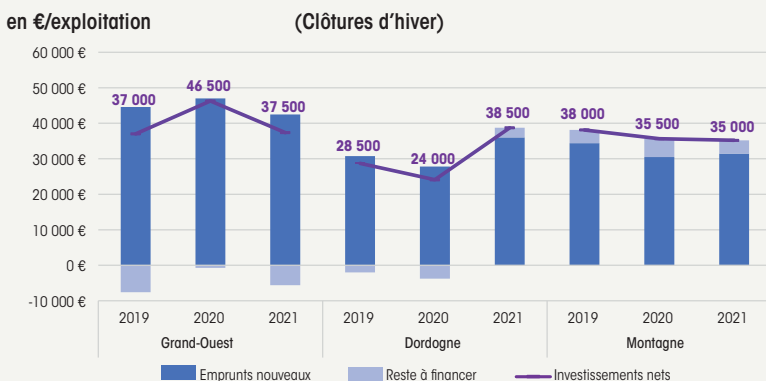
ANNÉE 2021 : SITUATION FINANCIÈRE STABLE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES

UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ



Source : Étude pour la CNE « hiver 19-21 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, Cerfrance Dordogne, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT



Source : Étude pour la CNE « hiver 19-21 », d'après données COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, Cerfrance Dordogne, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

Sur l'année 2021, la production laitière des exploitations de l'échantillon était en hausse de même que le prix du lait qui a connu une augmentation progressive. Ainsi, à la faveur de ces deux effets cumulés, et malgré la hausse des charges (alimentaires et énergétiques notamment), l'Observatoire de la situation financière des exploitations bovines* a mis en évidence, une amélioration de l'EBE des exploitations laitières de l'échantillon suivi (résultats de 425 exploitations laitières du Grand-Ouest, du Cantal et de la Dordogne, clôtures comptables en octobre-décembre 2021).

Avec une évolution contrastée des annuités, le revenu disponible a été observé en hausse marquée. Il s'est établi en moyenne (toutes zones) à environ 21 000 € annuels par unité de travail non salariée (UMOex). Les prélèvements privés ont été stables (environ 18 000 € annuels par UMOex). Aussi, les élevages des échantillons de Dordogne et de montagne dégagent une marge de sécurité, mais ce n'est pas le cas dans le Grand-Ouest. Les investissements ont évolué de façon différente entre les régions, avec notamment une baisse dans le Grand-Ouest où on constate un retour du refinancement.

La trésorerie nette globale moyenne s'est améliorée mais les dettes court-terme des exploitations laitières sont restées élevées. Les écarts demeurent importants, et les exploitations en situation très critique (groupe "TNGneg") représentaient 33% des élevages suivis en France. Si toutes les zones étaient concernées avec au moins 1/4 des élevages dans ce groupe, la proportion a atteint 49% dans le Grand-Ouest ! La hausse de rentabilité enregistrée en 2022 était donc particulièrement nécessaire.

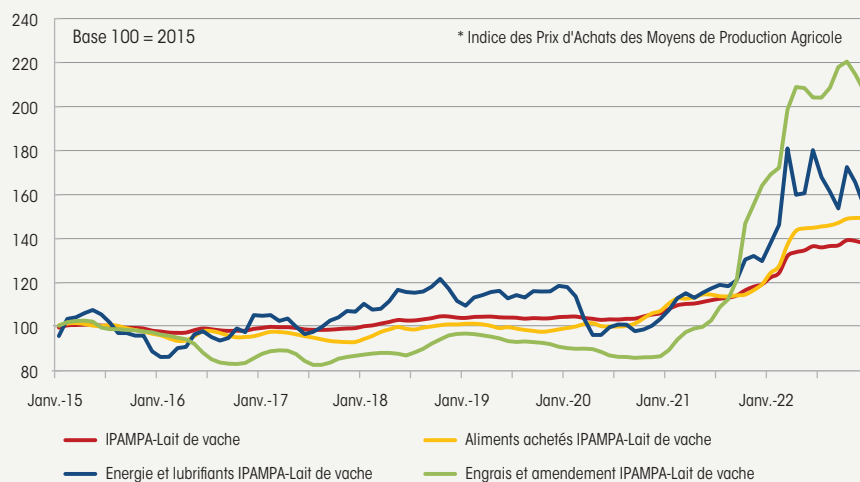
(* Observatoire de la situation financière des exploitations bovines (lait et viande), 2021, étude Idele-CNE, échantillon « hiver 2019-2020-2021 », d'après données Cogedis, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, Cerfrance Dordogne, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

PROGRESSION PUIS STABILISATION DE L'IPAMPA À UN NIVEAU HAUT ET EMBELLIE DE LA MILC

L'IPAMPA lait de vache (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) mesure l'évolution d'un panier fixe (révisé tous les 5 ans) de charges typiques des exploitations bovines laitières. En 2022, l'IPAMPA a augmenté jusqu'au milieu de l'année puis s'est stabilisé sur le 2^{ème} semestre pour terminer l'année à un niveau record de 138 points, soit près de 20 points de plus qu'en décembre 2021. En moyenne annuelle, l'indice dépasse de 19% son niveau de 2021. Les biens et services de consommation courante (la moitié des charges en élevage laitier) ont progressé de +22% /2021. Dans le détail, le prix des aliments achetés a progressé de +25% /2021. Il s'est stabilisé sur le dernier trimestre mais l'envolée la plus remarquable est celle des engrais et amendements. Leurs prix ont bondi de +75% en 2022 alors qu'ils avaient déjà progressé de +32% en 2021. Le prix de l'énergie, porté par la

ÉVOLUTION DE L'IPAMPA LAIT DE VACHE

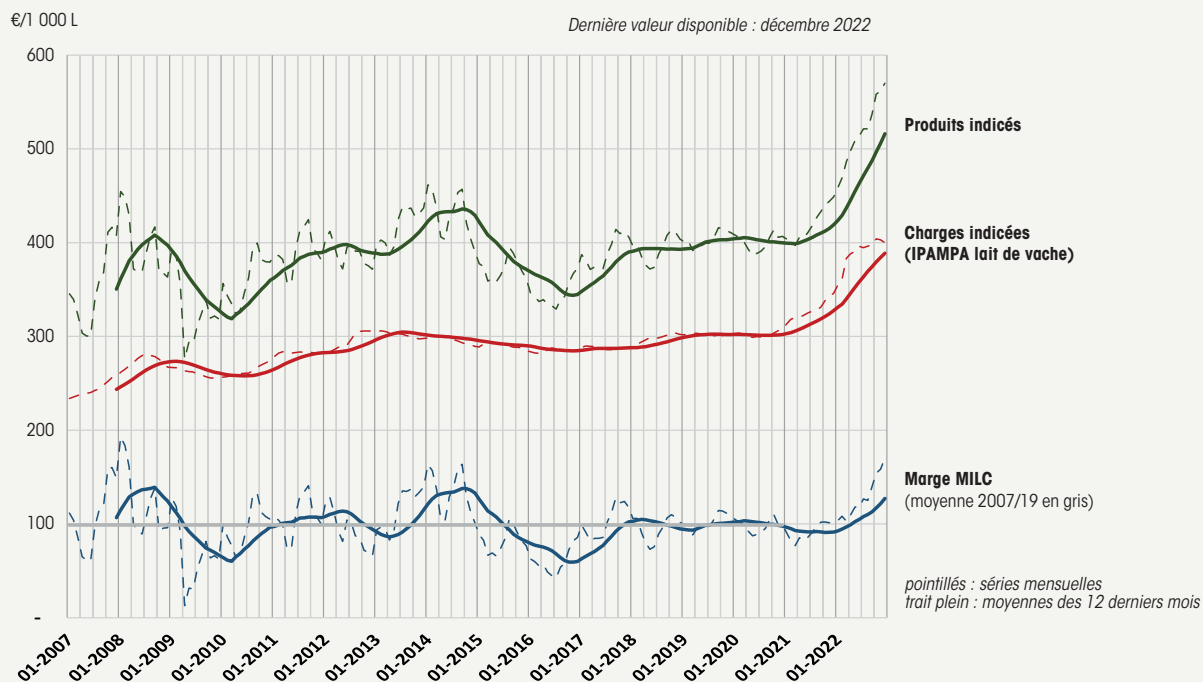


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

hausse des cours du pétrole et du gaz, s'est aussi nettement apprécié en 2022 (+36% /2021). Au-delà des biens de consommation courante, les biens d'équipements et de bâtiments ont connu une hausse moins marquée mais considérable quand même (+8% /2021).

En 2022, en moyenne sur un an, **la MILC** (Marge Ipampa Lait de vache sur Coût total Indicé) s'est établie à 127,3 €/1 000 l, un niveau qu'elle n'avait plus atteint depuis début 2015. Elle s'est améliorée de +36 € /2021. Malgré la forte hausse des charges (+61 €/1 000 l sur 1 an), les produits se sont fortement appréciés. Le prix du lait a progressé en moyenne de +77 € (+21% /2021). Les autres produits, générés par la vente des veaux et des vaches de réforme, ont augmenté de +20 € /2021.

PRODUITS INDICÉS - CHARGES INDICÉES = MILC (MARGE IPAMPA LAIT DE VACHE SUR COÛT TOTAL INDICÉ)



Source : Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, INSEE et SSP

LEXIQUE

- Marge de sécurité = EBE - annuités LMT - prélèvements privés
- Trésorerie Nette Globale = Disponible + créances + stocks conjoncturels - dettes CT et fournisseurs
- Peu endettés : annuités/EBE < 40%, dettes totales/actif < 40%
- Endettés LMT (ELMT) : annuités/EBE > 40%, dettes totales/actif > 40%, TNG positive
- Trésorerie Nette Globale négative (TNG neg) : annuités/EBE > 40%, dettes totales/actif > 40%, TNG négative

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

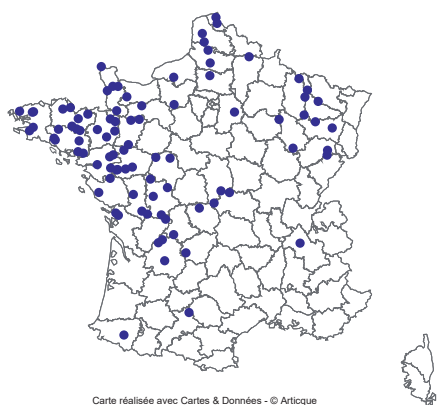
Une nouvelle hausse des revenus qui redonne de l'attractivité à l'élevage laitier



DONNÉES REPÈRES

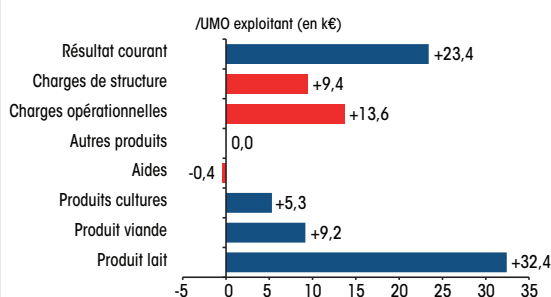
- 2,37 UMO totales dont 1,84 UMO exploitant
- 113 ha de SAU dont 85 ha de SFP
- 91 vaches laitières / 713 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 89 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Anticque

ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

L'année 2022 permet de dégager un résultat courant en hausse dans les exploitations laitières spécialisées de plaine. Les augmentations des produits lait, viande et culture ont eu un effet supérieur sur le revenu aux charges mises en œuvre pour la production. La hausse des revenus est estimée à +23 400 €/UMOex.

Bilan fourrager : les excédents de 2021 bienvenus

2021 avait permis dans la majeure partie des exploitations de plaine de conforter les stocks fourragers par rapport à une année normale. Cette avance a été salvatrice pour assurer l'affouragement estival rendu nécessaire par la sécheresse et les ruptures de pousse de l'herbe en 2022. L'automne plus favorable au pâturage, la substitution de surfaces initialement prévues en maïs grain au profit de maïs ensilage et quelques récoltes fourragères parfois très tardives ont permis aux éleveurs d'appréhender plus sereinement l'hiver 2022-2023. Néanmoins, à la mise à l'herbe 2023, les stocks seront au plus bas, et de nombreux éleveurs modifieront leurs assolements pour reconstituer les stocks structurels voire même les étoffer davantage.

Une année de hausse généralisée pour les charges et les produits

La hausse moyenne estimée du résultat courant/UMOex (+53%) est la résultante d'une augmentation conséquente des produits (+46 500 €/UMOex dont 70% liés au produit lait) déduction faite de charges également en forte hausse (+23 000 €/UMOex dont près de 60% sont dues aux charges opérationnelles). Les écarts entre exploitations sont toujours présents et se seraient même amplifiés : les exploitations du quart supérieur connaîtraient une augmentation de leur résultat minima de 27 000 €/UMOex tandis que celles du quart inférieur progresseraient au mieux de 15 000 €/UMOex. Les coûts liés aux concentrés achetés représentent maintenant la moitié des charges opérationnelles avec une augmentation de 21% en 2022 soit pas moins de 14 000 € de charges supplémentaires à l'échelle de l'exploitation. Sur ce même exercice, les charges liées aux énergies directes (carburants et électricité) représenteraient 12% des charges de structure (leur poids augmente de 3 points par rapport à 2021).

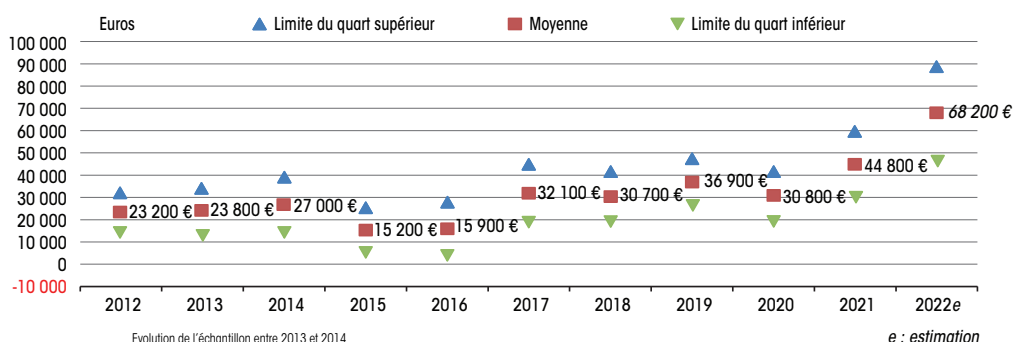
Les éleveurs laitiers restent prudents et consolident leurs résultats

La hausse des cours des intrants a devancé celle des produits vendus, provoquant de fortes et légitimes inquiétudes en début d'année 2022. Des diminutions de l'utilisation de certains intrants étaient pressenties (fertilisants notamment). L'augmentation du prix du lait a limité ces stratégies mais n'aurait pas massivement dynamisé la production : l'augmentation de volume de lait livré par point de collecte reste contenue à 0,3%. En parallèle, des approvisionnements ou commandes avaient pu être anticipées dans les exploitations disposant d'une trésorerie saine. Face à la hausse des intrants, les éleveurs s'attachent à optimiser leur utilisation. De même, évaluer les marges de progrès de son système est plus que jamais d'actualité.

En 2022, l'efficacité économique s'améliore de 3 points et atteint 37% (EBE/PB). À l'image des stocks fourragers 2021, il est primordial de bien gérer ce surcroît financier. En parallèle, le Besoin en Fond de Roulement de ces exploitations, très exposées à la valorisation du produit lait, doit être surveillé de près et anticipé.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014

e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

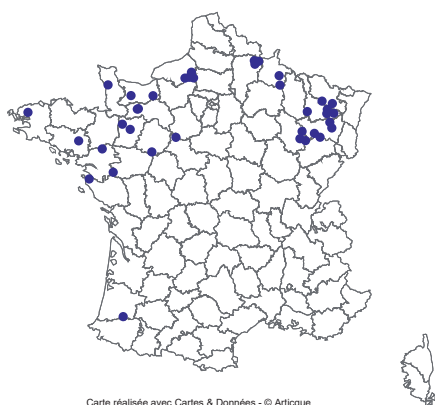
Des résultats exceptionnels grâce aux prix du lait et de la viande



DONNÉES REPÈRES

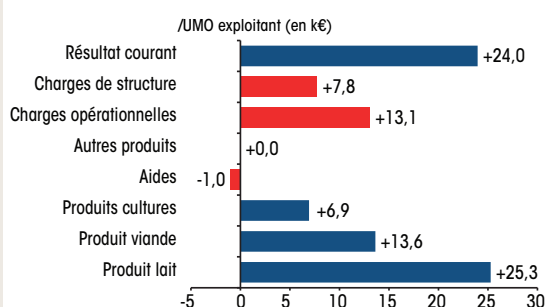
- 3,01 UMO totales dont 2,27 UMO exploitant
- 194 ha de SAU dont 154 ha de SFP
- 101 vaches laitières / 751 000 litres de lait vendus
- 76 UGB viande

LOCALISATION DES 36 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

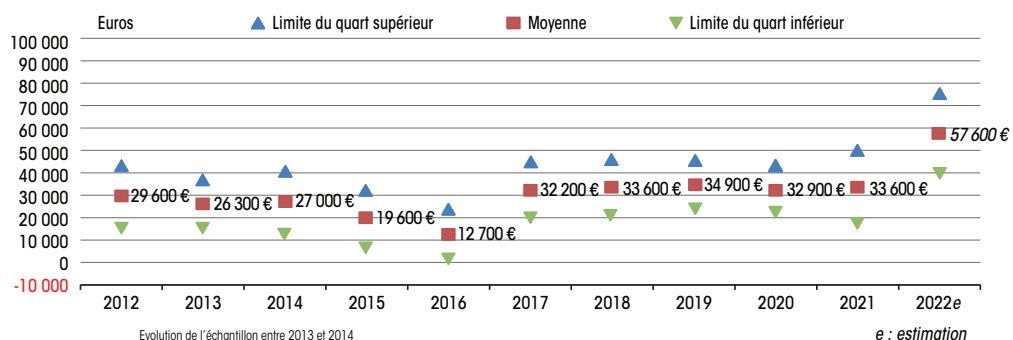
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

L'année 2022 bouscule tous les repères. Malgré une hausse sans précédent du prix des intrants agricoles et des rendements fourragers impactés par la sécheresse, le résultat courant par UMO exploitant atteint un niveau record.

Des bilans fourragers bouclés grâce au report de stock

Après une année 2021 très humide et favorable à la constitution de stocks fourragers, 2022 est marquée par une forte sécheresse estivale sur l'ensemble du territoire français. Dès mi-juin, la pousse de l'herbe s'est fortement ralentie. La distribution de fourrages a été nécessaire durant l'été en remplacement partiel ou total du pâturage. Le report de stock de 2021 et les conditions automnales propices ont toutefois permis d'éviter l'achat de fourrages en 2022 dans la plupart des exploitations.

Une forte hausse du produit permise par une conjoncture favorable sur le lait et la viande bovine

Le produit brut progresse de 44 800 €/UMOex soit +19% d'une année sur l'autre. Malgré une production laitière juste stable, le prix du lait en hausse de +73 €/1 000 l contribue largement à cette augmentation du produit. En parallèle, la loi Egalim 2 et la forte décapitalisation observée en filières animales offrent une conjoncture plus favorable sur le marché de la viande bovine. Ainsi, les produits joints issus de l'atelier laitier augmentent de 40% essentiellement du fait de la hausse des prix des vaches de réforme. Le produit de l'atelier viande (taurillons, bœufs ou vaches allaitantes selon le cas) profite aussi de la bonne conjoncture et croît de 22% en 2022. Enfin, des rendements proches des moyennes quinquennales en blé, en hausse pour les pois et oléagineux et des prix de vente très rémunérateurs ont accru le produit des grandes cultures de 29% /2021.

Malheureusement, en parallèle à la hausse des produits, les charges opérationnelles ont aussi très fortement progressé : +16,5% /2021. Cette augmentation est notamment liée à celle des concentrés achetés (+19,5%), des engrais (+58,5%) et des fournitures pour fourrages (+19%). Les charges de structure ne sont pas épargnées (+10%) tirées vers le haut par les postes carburants, électricité et travaux par tiers.

Une augmentation record de l'efficacité économique

En 2022, le produit brut montre une hausse supérieure à celle des charges, ce qui permettrait une augmentation record de l'excédent brut d'exploitation (+29,5%) et de l'efficacité économique qui atteint 36,1% (EBE/PB). Le résultat courant augmenterait de 24 000 €/UMOex pour s'établir à un niveau inégalé de 57 600 €/UMOex. Cependant, le contexte inflationniste ne se répercute encore que partiellement sur les résultats de 2022 (aliments contractualisés sur des tarifs 2021, engrais achetés en 2021 avant la hausse...) et pourrait être plus impactant en 2023.

Face à la hausse des intrants et au climat défavorable, les éleveurs ajustent leur conduite technique

L'augmentation du prix des engrais en 2022 a conduit certains éleveurs à moins fertiliser surtout quand les achats d'engrais n'avaient pas été anticipés à l'automne 2021 et c'est généralement sur les prairies de fauche que les ajustements se sont faits. La faiblesse des stocks fourragers 2022 devrait aussi conduire à des ajustements des assolements 2023 avec plus de maïs semé pour l'ensilage notamment.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

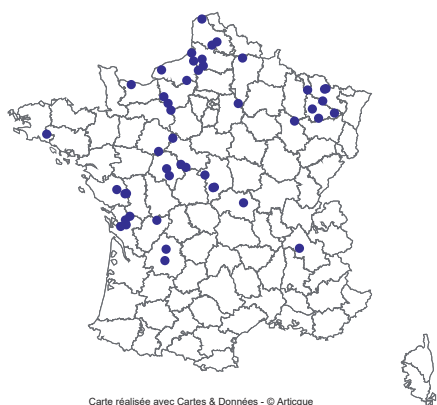
Bond des résultats en 2022



DONNÉES REPÈRES

- 2,57 UMO totales dont 1,76 UMO exploitant
- 206 ha de SAU dont 124 de cultures de vente
- 85 vaches laitières / 725 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 46 EXPLOITATIONS



Les systèmes de polyculture-élevage bénéficient d'une conjoncture très favorable. Malgré la flambée des intrants, les prix de ventes des produits compensent largement la hausse des charges.

Des rendements dans la moyenne

Les rendements des céréales sont stables, voire en légère hausse, par rapport à 2021. Ceux des maïs grain, surtout non irrigués, sont en baisse comme pour les pommes de terre et betteraves sucrières, surtout pour les arrachages précoces (-10% à -20% de rendement). Pour le lin, l'année 2022 semble avoir été favorable avec des rendements corrects et une bonne qualité. L'impact de la sécheresse est relatif dans ces systèmes, bien que sur certains secteurs les exploitations ont ensilé une part de la sole initialement dédiée au maïs grain pour pallier le manque de fourrages.

Envol du prix des grandes cultures

Les prix de vente du blé, du maïs, des betteraves, du lin 2021 après teillage et des pommes de terre ont décollé ce qui explique une évolution très favorable du produit des cultures (+ 30 400 €/UMOex). Ces résultats peuvent néanmoins varier en fonction des périodes de vente ou de contractualisation. Globalement les prix ont fortement fluctué autour de la hausse notable amorcée en 2021.

Forte hausse du prix du lait

Le prix du lait a augmenté de 80 €/2021, pour atteindre 460 €/1 000 l avec cependant des hausses variables selon les laiteries. Avec des volumes livrés plutôt stables d'une année sur l'autre, le produit lait progresse comme le prix du lait d'environ +20% /2021. Le produit viande n'est pas en reste (+6 600 €/UMOex), grâce de fortes hausses des cours des vaches de réforme laitières (+46%).

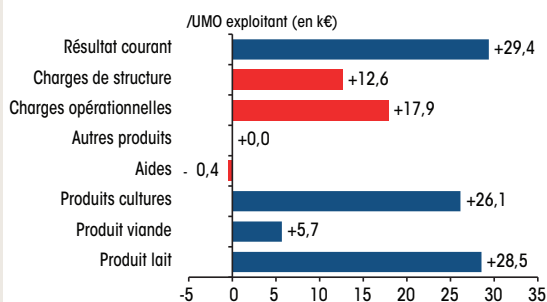
Les prix des intrants flambent aussi

Avec respectivement +20% et +10% /2021, les charges opérationnelles et les charges de structure connaissent des hausses conséquentes en 2022. En cumulé cela représente +35 500 €/UMOex. Cette augmentation est principalement liée à l'envolée des coûts des engrais (+66%) mais également des carburants (+60%) et des aliments (+20%). Les prix des engrais avaient commencé à croître à l'automne 2021 et ont explosé à la fin de l'hiver. De fait, l'impact de la hausse sur les exploitations est très variable en fonction des dates d'achat et des stratégies culturales, certains éleveurs ayant choisi de réduire les niveaux d'apport d'azote minéral. Les niveaux des prix atteints fin 2022, bien supérieurs à ceux de 2021, impacteront très probablement le résultat 2023. Au final, le revenu moyen estimé 2022 des polyculteurs-éleveurs aurait bondi de +32 000 € d'une année sur l'autre pour atteindre un niveau exceptionnel en 2022 (93 000 €/UMOex).

Une stagnation conjoncturelle et structurelle des volumes de lait

Dans les zones de polyculture-élevage le nombre d'éleveurs laitiers diminue plus vite qu'à l'échelle nationale sans doute en raison de l'attrait des grandes cultures après les conjonctures très favorables des années 2021 et 2022. Cependant, les risques liés à la spécialisation et les niveaux élevés des intrants interrogent sur les marges des cultures pour 2023.

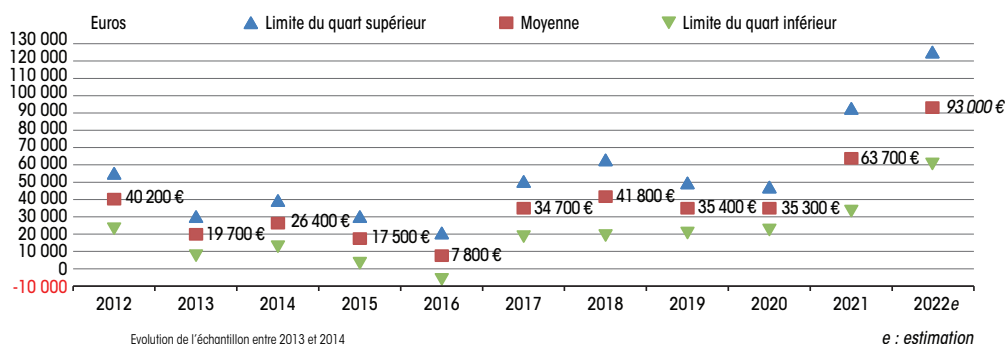
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNES DE L'EST

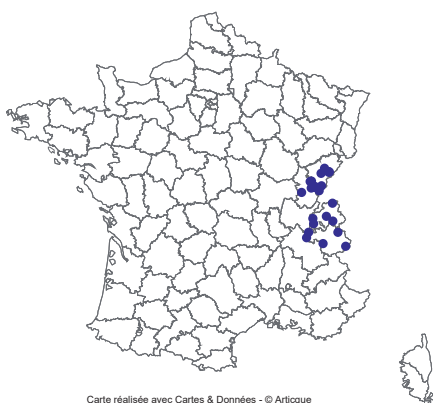
Résultats économiques affectés par une année fourragère atypique



DONNÉES REPERÈRES

- 2,46 UMO totales dont 2,18 UMO exploitant
- 116 ha de SAU dont 111 ha de SFP
- 70 vaches laitières / 450 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 24 EXPLOITATIONS



Après une progression régulière des revenus, l'année 2022 devrait voir les résultats se tasser et retrouver le niveau de 2020. La hausse des prix des matières premières, des achats de fourrages fréquents et la baisse des livraisons de lait ont eu des effets supérieurs à la hausse du prix du lait (continue depuis plus de 10 ans) et celle plus exceptionnelle des cours de la viande.

2022, une année fourragère compliquée

Le printemps 2022, plutôt précoce, s'annonçait sous de bons auspices. Mais très rapidement le froid a fait son retour et le sec s'est installé. Les fenaisons ont démarré exceptionnellement tôt, même pour les systèmes de foin séché au sol. Les premières coupes étaient certes faibles en quantité mais d'excellente qualité. Les conditions météo estivales exceptionnelles (déficit hydrique et fortes températures) n'ont pas épargné les montagnes de l'Est, habituellement préservées des épisodes de sécheresse. La végétation a épié très rapidement, même en altitude, transformant les verts pâturages en de tristes paillasons, obligeant les éleveurs à nourrir les animaux à l'auge.

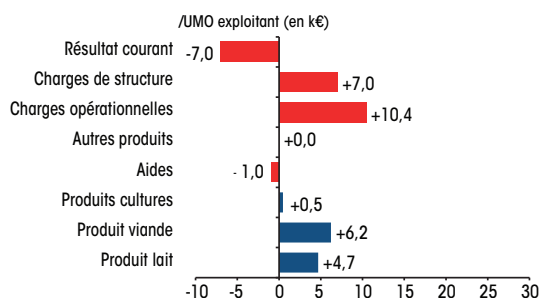
À partir de fin août, le retour des pluies a permis les levées tardives des dérobées estivales et a relancé la pousse dans les prairies surtout dans les zones basses des départements (inférieures à 800 m d'altitude). L'automne a repris des couleurs printanières, avec des fauches réalisées courant octobre dans les exploitations équipées de séchage en grange, et un pâturage qui s'est prolongé jusque fin novembre pour les vaches laitières et au-delà pour les génisses.

L'année 2022 restera une année difficile en terme fourrager, contrairement à 2021, avec à la fois des rendements très bas sur les premières coupes, des regains quasi inexistantes et des distributions exceptionnelles en été. Cette situation extrême a conduit l'ensemble des filières fromagères à solliciter des dérogations par rapport à leurs cahiers des charges auprès de l'INAO. Même si l'automne favorable a permis de « limiter la casse », de nombreux éleveurs ont souvent été contraints d'acheter des fourrages. L'absence de regain a par ailleurs conduit à des achats d'aliments plus denses en protéines à des prix particulièrement élevés.

Une progression du prix du lait insuffisante au regard des charges

En dépit d'un recul de la production laitière (-3% en Franche Comté et -1% en Savoie), le produit brut a nettement progressé en 2022 : effet prix du lait (+31 €/1 000 l) et prix de la viande cumulés. Toutefois ces hausses ne sont pas suffisantes pour compenser la progression des charges. En 2022, c'est essentiellement la charge alimentaire qui a plombé les résultats (hausse des achats d'aliments et de fourrages, tant en quantité qu'en prix). Les résultats économiques sont ainsi attendus en net recul par rapport à 2021, de l'ordre de -7 400 €/UMOex. Cette année exceptionnelle rappelle l'importance de disposer de stocks fourragers de qualité, même dans les systèmes orientés vers le pâturage.

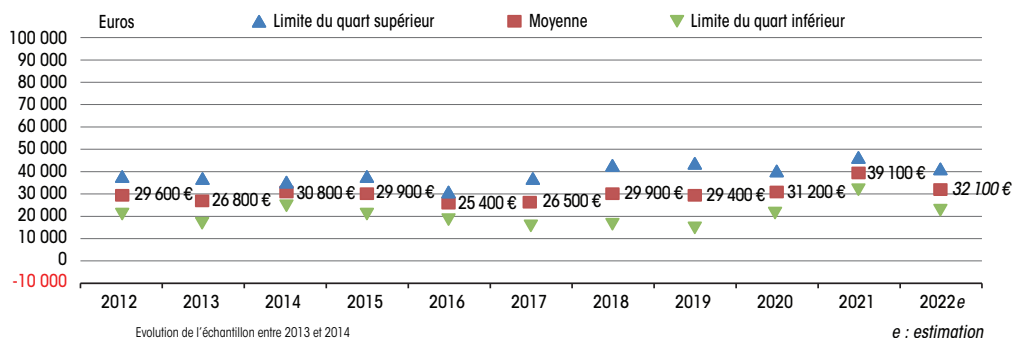
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DES MONTAGNES ET PIÉMONT S DU SUD

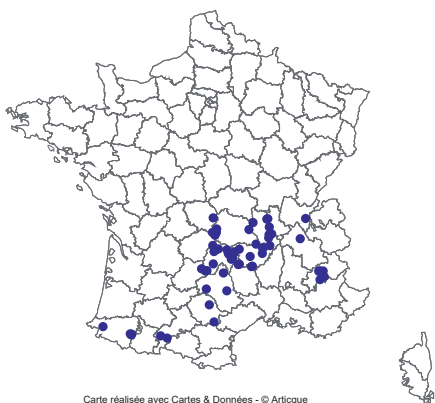
Des revenus en hausse mais des situations très hétérogènes



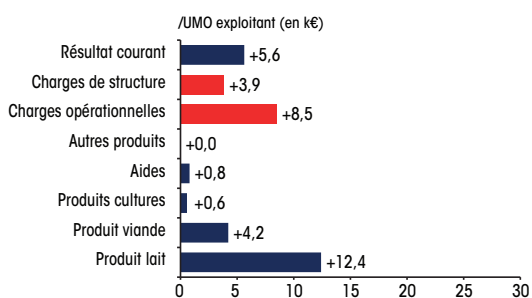
DONNÉES REPÈRES

- 2,06 UMO totales dont 1,88 UMO exploitant
- 95 ha de SAU dont 85 ha de SFP
- 68 vaches laitières / 487 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 58 EXPLOITATIONS



ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Revenus en hausse

Les élevages laitiers des montagnes et piémonts du Sud profitent de l'année 2022 et de la bonne conjoncture sur le prix du lait et les vaches de réforme pour accroître sensiblement leur revenu (+5 600 €/UMOex). Néanmoins cette moyenne cache une grande disparité de résultats : plus de 40 000 €/UMOex séparent les revenus moyens des quarts inférieur et supérieur. Outre les effets dimensions, maîtrise technique et investissements déjà maintes fois évoqués, le contexte 2022 a multiplié les causes de dispersion des revenus.

Prix du lait, stratégie d'approvisionnement et avances de stock très discriminants en 2022

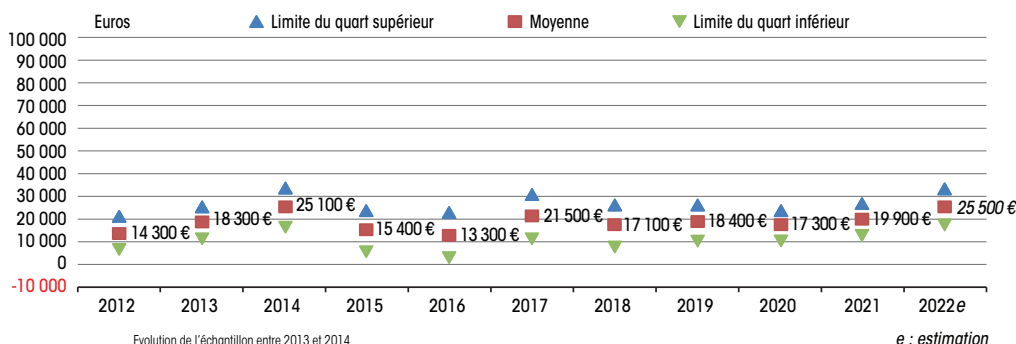
Le prix du lait est nettement à la hausse pour 2022. Paradoxalement les hausses des prix des laits AOP, essentiellement valorisés en fromages vendus sur le marché français, sont bien moindres que celles des laits conventionnels portés par le marché des ingrédients et de l'export. Pour les élevages sous cahiers des charges, la hausse du produit lait est donc plus limitée. Les écarts de prix entre collecteurs peuvent aussi impacter sur quelques euros. En 2022, les prix des principales matières premières, aliments du bétail, fertilisants et carburants, s'envolent (+19% pour l'IPAMPA lait de vache). Certaines stratégies d'approvisionnement sur ces produits, notamment les achats ou contractualisation fin 2021 avant les hausses, auront parfois permis d'épargner une partie des revenus 2022. Mais cette année a aussi été marquée par une nouvelle sécheresse qui a mis à mal la production fourragère et pesé sur les lactations des vaches pendant les périodes de canicule. L'impact économique de ce nouvel aléa climatique varie d'une exploitation à l'autre essentiellement en raison du niveau d'avance de stock qui avait pu être constitué ou non en 2021 et reporté sur 2022. Certains n'ont rien acheté, quand d'autres ont tout acheté pour nourrir leurs animaux à partir de l'été 2022. Pour ces derniers, les aides calamités obtenues ne suffiront pas à compenser la perte économique et les trésoreries se sont déjà creusées (les aides ne seront versées qu'en 2023).

Revenus en hausse mais en deçà de 2 SMIC/UMOex

Le revenu moyen estimé est donc en hausse et retrouve en 2022 le niveau historique de 2014. Mais la rémunération des éleveurs n'atteint pas la référence de 2 SMIC/UMOex (env. 29 000 €), niveau retenu pour le calcul de l'indicateur de prix de revient du lait de vache. Pour l'atteindre, le CNIEL publiait un prix de revient du lait 2021 à 470 €/1 000 l (indicateur public). La conjoncture prix 2022 pourrait porter ce chiffre aux environs de 520 €/1 000 l. Quid alors du prix du lait 2023 qui devra encore progresser tout en espérant une baisse des prix des intrants. Il est en effet bien difficile de se passer d'azote minéral pour booster les prairies au printemps ou d'aliment concentré pour des systèmes déficitaires en énergie et protéine. Inutile aussi de préciser qu'une année climatique plus favorable est indispensable pour reconstituer les stocks.

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT BIO DE PLAINE

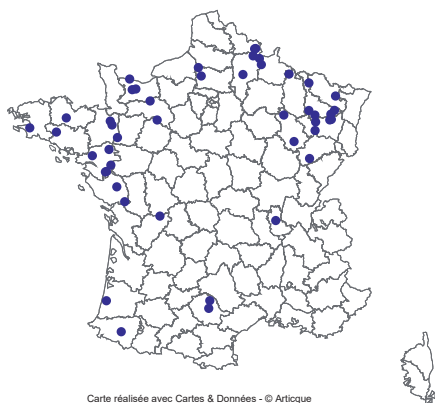
Fortes baisses du revenu



DONNÉES REPÈRES

- 2,47 UMO totales dont 1,77 UMO exploitant
- 139 ha de SAU dont 123 ha de SFP
- 89 vaches laitières / 463 000 litres de lait vendus

LOCALISATION DES 45 EXPLOITATIONS



Les exploitations laitières bio sont fortement impactées par l'augmentation des charges en 2022. Cette situation entraîne des conséquences majeures sur la stratégie des exploitations.

En 2022, selon nos estimations, la baisse du produit lait (baisse des volumes de 4% et des prix de -3 €/1 000 litres) est compensée par l'augmentation du produit viande (+38%). Les charges de carburant et les travaux par tiers expliquent pour une large part la hausse des charges de structure (5 900 €/UMOex). Les prix des concentrés ont aussi fortement augmenté même si nous observons en contrepartie une nette baisse des quantités achetées. Nous estimons la perte de revenu 2022 à 7 100 €/UMOex attestant de la crise qui continue à impacter structurellement les exploitations bio. Bien évidemment les situations des éleveurs sont très contrastées et dépendent notamment de leur débouché (groupes laitiers) et de leur situation financière. Les nouveaux investisseurs sont aussi plus fortement fragilisés.

Des nouvelles orientations envisagées

Dans un contexte de baisse des ventes de produits laitiers bio et de hausse des charges, la question du prix du lait est majeure. Jusqu'à ces dernières années les écarts entre les prix du lait bio et ceux du lait conventionnel étaient en moyenne de l'ordre de 100 €/1 000 l. En 2022, il a chuté à +30 €/1 000 l. Cette situation est très déstabilisante pour les éleveurs et la filière. Elle l'est d'autant plus dans les exploitations fragilisées financièrement où cette conjoncture remet en question la production de lait bio. Des solutions radicales sont évoquées (déconversion, arrêt de la production laitière...). La diversification est aussi une solution d'adaptation envisagée (transformation fermière, maraîchage, cultures de ventes...).

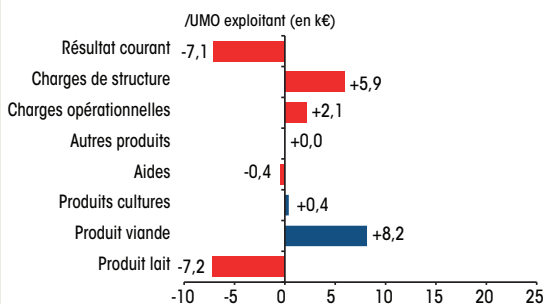
L'optimisation des produits et la maîtrise des charges sont des voies à explorer

Les écarts de résultats sont très importants et accentués par la crise. Nous constatons un écart de résultat courant de 68 000 €/UMOex entre la moyenne des élevages du quart supérieur et celle du quart inférieur. Cet écart est expliqué par les produits : +49 000 €/UMOex, +78 000 litres de lait/UMO et +17 €/1 000 l sur le prix du lait. Les différences d'efficacité des charges sont aussi marquées avec des écarts de 37 €/1 000 l de consommation de fourrage et de concentré et 182 €/ha de charges de mécanisation. Il faut noter aussi que les volumes de lait vendus par vache laitière et par hectare sont légèrement supérieurs dans les exploitations du quart supérieur. Enfin, la structure d'exploitation, les pratiques d'élevage et la stratégie d'investissements peuvent générer des écarts importants de résultats économiques.

Plaidoyer pour le prix du lait bio

Les écarts de résultats sont importants en bio. En période de crise, la maîtrise des coûts de production est particulièrement importante. Toutefois, la hausse généralisée des charges concerne toutes les exploitations. L'amélioration nécessaire des revenus (pérennité des exploitations...) est indissociable d'une revalorisation du prix du lait dans cette filière.

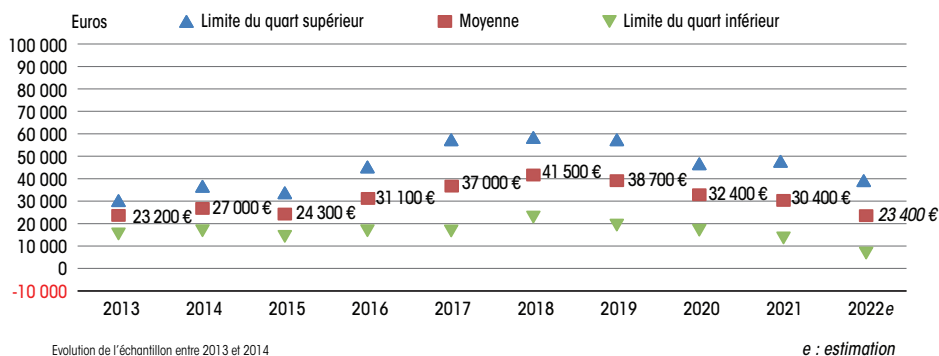
ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2021 ET 2022



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

4

PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Fort impact de la guerre en Ukraine sur la collecte et la transformation européenne



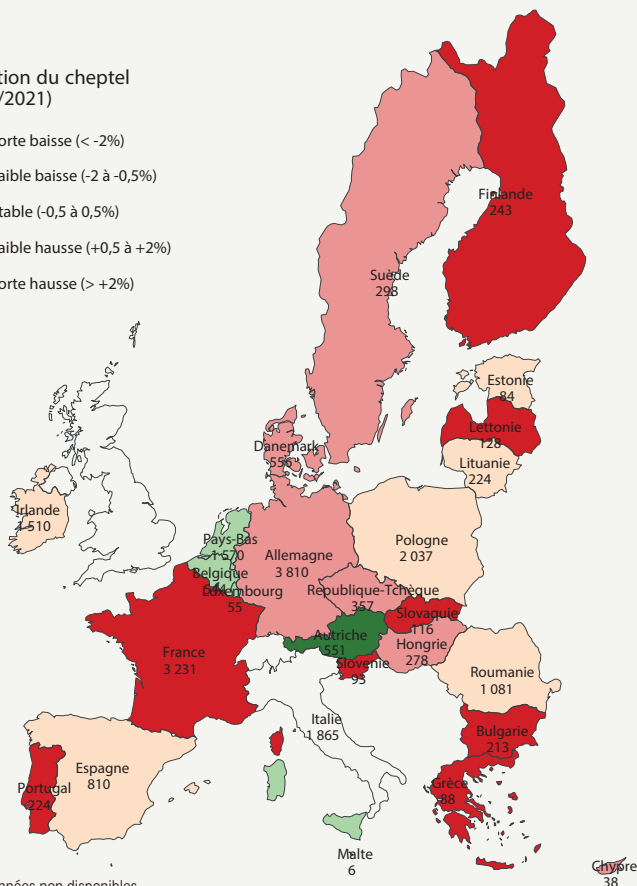
Le conflit en Ukraine a fortement contribué à la hausse des cours des matières premières et donc des coûts de production, ce qui s'est répercuté sur la collecte et la transformation laitières en 2022. Cependant, les effets ont été très différents entre le 1^{er} et le 2nd semestre. L'année 2022 a aussi été celle de prix du lait record, rendant plus attractive la production de lait en deuxième partie d'année. Par ailleurs, avec l'arrivée de réfugiés ukrainiens, la consommation en produits laitiers s'en est trouvée augmentée surtout dans les pays hôtes tels que la Pologne. À l'inverse, les effets de l'inflation alimentaire ont commencé à se faire sentir notamment sur les achats des ménages en produits laitiers.

CHEPTEL EUROPÉEN 2022

EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2022 (1 000 TÊTES) ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2021 (%)

Évolution du cheptel (2022/2021)

- Forte baisse (< -2%)
- Faible baisse (-2 à -0,5%)
- Stable (-0,5 à 0,5%)
- Faible hausse (+0,5 à +2%)
- Forte hausse (> +2%)



Italie : données non disponibles

Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat
Cartographie : Cartes & Données ©Articque

Le cheptel européen continue sa décroissance

En 2022, le cheptel laitier de l'UE-27 a de nouveau baissé pour la 7^{ème} année consécutive mais moins rapidement que les années précédentes (-125 000 têtes, soit -0,6% /2021). Il atteint 20,09 millions de têtes en décembre 2022 (-1,55 million de têtes depuis 2016, soit -7% en 6 ans).

Le cheptel français a enregistré la plus forte baisse (-75 700 têtes, soit -2,3%) sur l'année 2022. À l'inverse, le cheptel allemand a moins décliné (-23 000 têtes, -0,6%) car les éleveurs ont cherché à maintenir la production laitière pour profiter des prix du lait record. Pour cette même raison, les cheptels néerlandais (+16 000 têtes, +1%), belge (+6 000 têtes, +1,2%), et autrichien (+24 000 têtes, +4,6%) ont augmenté. Les cheptels irlandais et polonais se sont également étoffés mais leur croissance est moindre (respectivement +0,3% soit +5 000 têtes et +0,1% soit +2 000 têtes).

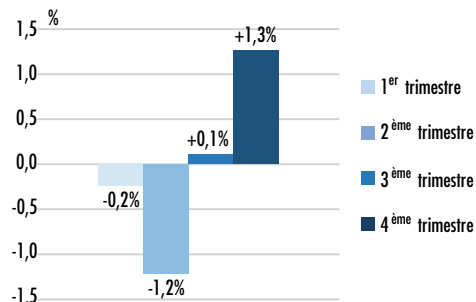


4 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE



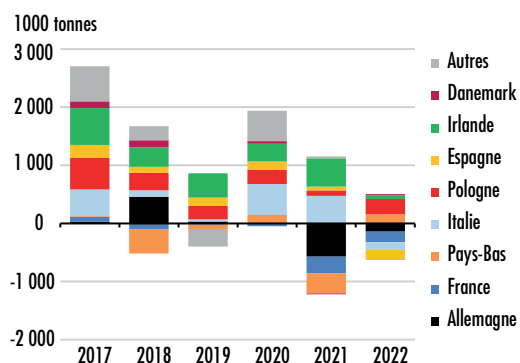
COLLECTE 2022

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE-27 EN 2022 /2021



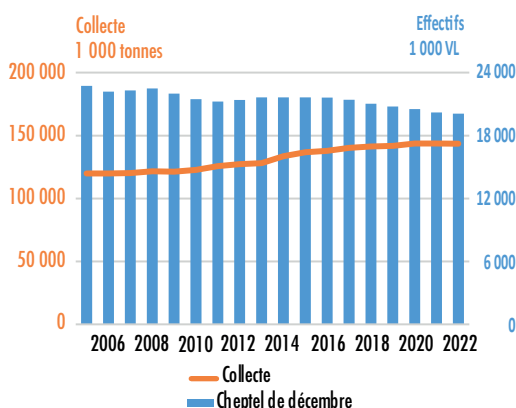
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE ET DU CHEPTAL DE L'UE



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Dans l'UE-27, la collecte laitière ressort globalement stable en 2022, mais avec deux semestres aux antipodes. Les éleveurs ont jonglé entre les très fortes hausses des coûts de production d'un côté mais également un prix du lait qui a atteint des niveaux auparavant inégalés. Face à une ressource réduite chez les principaux pays exportateurs mondiaux, les prix du lait ont bondi.

Forte variation entre les deux semestres

En 2022, la collecte laitière de l'UE-27 s'est établie à 143,5 Mt, un niveau légèrement inférieur à 2021 (-0,1% /2021). Il s'agit de la 2^{ème} année consécutive de baisse depuis le record de 2020. Au 1^{er} semestre, la tendance de chute de la collecte fin 2021 a été prolongée (-0,8% /2021) tandis qu'au deuxième, les prix particulièrement incitatifs ont permis un sursaut de celle-ci (+0,6% /2021).

La baisse de collecte est encore plus nette en termes de Matière Solide Utile (MSU), (-1% /2021) car les taux moyens de matières grasses et protéiques sont ressortis plus faibles qu'en 2021 (respectivement -0,8% et -1%).

Bien qu'atténuée par le rebond de fin d'année, la collecte annuelle ressort en baisse chez les deux principaux pays producteurs, à savoir l'Allemagne (-143 000 t, soit -0,5%) et la France (-181 000 t, soit -0,7%). Elle a également baissé dans les pays du sud de l'Europe comme l'Espagne (-158 000 t, soit -2,1%), l'Italie (-134 000 t, soit -1%) et le Portugal (-58 000 t, soit -3%) principalement à cause d'une météo estivale particulièrement chaude et sèche.

À l'inverse, la collecte est restée dynamique dans les pays de l'Europe du Nord comme en Pologne (+263 000 t, soit +2,1%), aux Pays-Bas (+158 000 t, soit +1,2%), en Belgique (+115 000 t, soit +2,6%), en Autriche (+93 000 t, soit +3%) et en Irlande (+63 000 t, soit +0,7%).

Prix historiquement records en 2022

En 2022, le prix moyen du lait dans l'UE-27 a atteint 501 €/t selon les données de la Commission européenne, un niveau record en hausse de +133 €/2021, soit +36%. Il s'est apprécié tout au long de l'année dans le sillage des cours des ingrédients laitiers sans connaître de baisse saisonnière au printemps (+28% /2021 au 1^{er} semestre). Après avoir franchi les 500 €/t en juillet, la hausse s'est accélérée au 2^{ème} semestre (+44%). Le prix du lait a terminé en décembre 2022 à 574 €/t, légèrement en dessous du maximum de novembre (578 €/t), détrônant largement le précédent record de décembre 2021 (413 €/t). Le prix payé le plus élevé a été enregistré en Irlande en novembre 2022, à 693 €/t (prix réel).

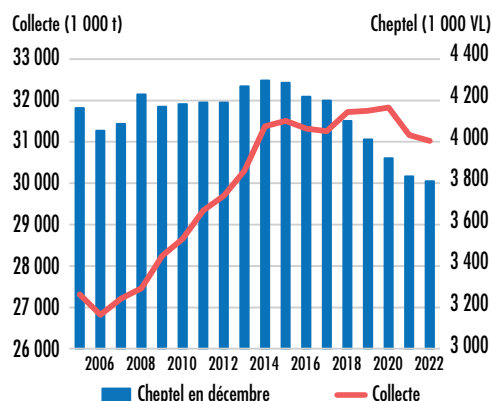
Généralisée dans l'UE-27, la hausse de prix a été la plus forte dans les pays transformant une part élevée de leur collecte en ingrédients laitiers, notamment pour l'export comme en Allemagne (+46% à 512 €/t sur l'année), aux Pays-Bas (+46% à 552€/t), en Irlande (+43% à 576 €/t), au Danemark (+43% à 538 €/t) et en Pologne (+42% à 491 €/t). Même en Espagne et en Italie, la revalorisation du lait a été importante (respectivement +36% à 453 €/t et +33% à 497 €/t). Ces hausses sont plus du double de celles en France (+18% à 445 €/t en prix réel).



4 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

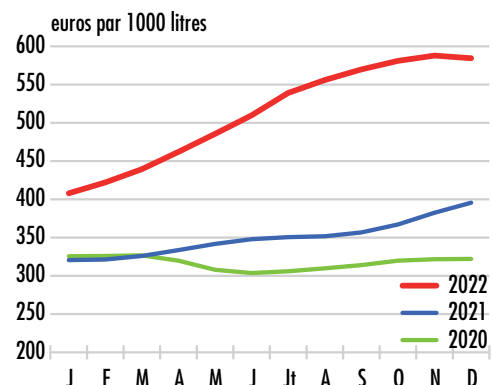


ÉVOLUTION DES LIVRAISONS ET DU CHEPTEL LAITIERS EN ALLEMAGNE



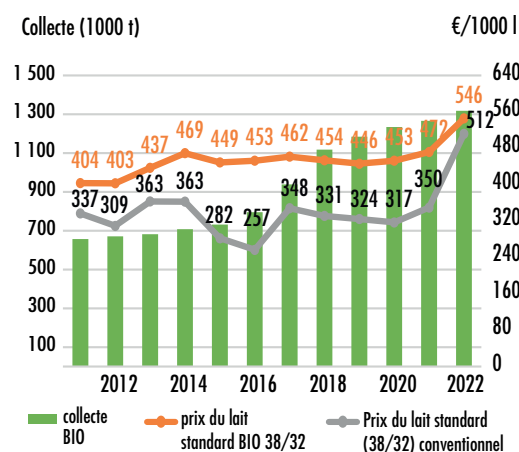
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Statistisches Bundesamt

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD CONVENTIONNEL EN ALLEMAGNE (RAMENÉ À 32-38)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après BLE

Stimulées par un prix du lait élevé, les livraisons allemandes ont rebondi depuis septembre. Les fabrications d'ingrédients laitiers ont été privilégiées par des bons niveaux de prix au détriment des fromages.

Léger repli des livraisons

En 2022, les livraisons allemandes ont légèrement reculé de -0,5% /2021, pour s'établir à 31,02 millions de tonnes. La baisse se poursuit donc après un repli sévère en 2021 (-2,1% /2020). La collecte nationale s'est fortement rétractée sur le 1^{er} semestre. Elle s'est redressée ensuite à partir de septembre. Les bonnes conditions météo de l'automne et surtout les très bons prix du lait ont contribué au dynamisme de la production sur la fin d'année. Le recul de collecte annuelle a été très prononcé dans les Länder de l'Est (-2,2% /2021) comparé à ceux de l'Ouest (-0,3%) avec un net repli pour le Land de Thuringe (-4,7%).

Les livraisons de lait non bio ont légèrement reculé de -0,6% /2021, elles sont descendues à 29,7 millions de tonnes. Celles de lait bio ont continué de croître (+4,1%), pour atteindre 1,317 million de tonnes en 2022. Depuis quelques années, la croissance de la production de lait bio est moins dynamique.

Recul ralenti du cheptel

Le cheptel laitier s'est réduit de -0,6% /2021, à 3,81 millions de têtes en décembre 2022. Depuis son pic de 2014, il a reculé de -11% en huit ans. Après plusieurs années de forts replis, la baisse du cheptel allemand s'est atténuée en 2022, contrairement à la France.

Envolée du prix du lait en Allemagne

En 2022, le prix standard du lait conventionnel (ramené à 32g de MP et 38g de MG) s'est établi à 512 €/1 000 l, soit +46% au-dessus de son niveau de 2021. Le prix a progressé durant neuf mois et s'est stabilisé au dernier trimestre. En décembre, il était de 585 €/1 000 l, soit 189 € de plus en un an (+48% /2021). Le prix s'est envolé dans tous les Länder. Toutefois, la hausse est restée plus forte dans les Länder du Nord où la transformation laitière est très orientée vers la fabrication d'ingrédients laitiers (+52% dans le Schleswig Holstein, +51% en Basse Saxe).

Contrairement à la France, le prix du lait bio allemand s'est aussi nettement apprécié sur l'année 2022. Il a progressé de +16% /2021 et s'est élevé en moyenne annuelle à 546 €/1 000 l. Malgré cela, l'écart de prix entre lait bio et conventionnel s'est fortement réduit, à 34 €/1000 l en 2022 contre 122 €/1000 l en 2021.

Des fabrications d'ingrédients laitiers privilégiées

Après plusieurs années dynamiques, les fabrications de fromages ont été réduites de -1,7% /2021, à 2,43 millions de tonnes. Les fabrications de lait de consommation et de crème ont reflué respectivement de -6% et -4%. Avec les hauts niveaux de prix et la baisse de la consommation inférieure de produits frais, les fabrications d'ingrédients laitiers ont été favorisées. Avec 131 000 t en 2022, les fabrications de poudres grasses ont augmenté de +11% /2021.

Les fabrications de poudre de lait écrémé et de beurre ont en revanche été stables sur l'année avec toutefois une forte progression sur les derniers mois.

Les achats des ménages allemands en produits laitiers ont fortement baissé, sur un an de -3% /2021 (yaourt) à -9% (beurre) selon les produits (voir p28).

Baisse des exportations de fromages et chute des importations de matières grasses

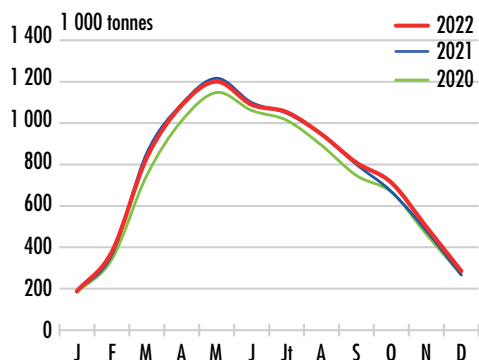
Les exportations de presque tous les produits laitiers allemands se sont repliées en volume en 2022. Avec la baisse des fabrications de fromages, les exportations de ces produits ont fléchi de -3,6% /2021 à 1,315 million de tonnes, alors qu'elles étaient en croissance régulière. Les exportations de laits conditionnés ont fortement chuté à 494 000 t (-32,6% /2021). En revanche, les exportations de poudres grasses ont bondi de +28,6%, en lien avec la hausse des fabrications.

La stabilité des fabrications de beurre et sa moindre consommation ont permis de réduire drastiquement les importations de beurre à 124 440 t (-32% /2021). Les importations de crème (-5,1%) et de fromages (-3,6%) ont baissé plus modérément.

4 LA PRODUCTION IRLANDE & PAYS-BAS

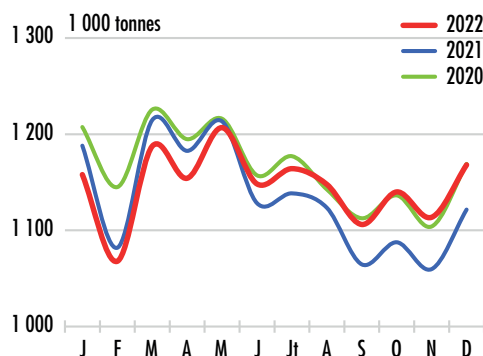


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE



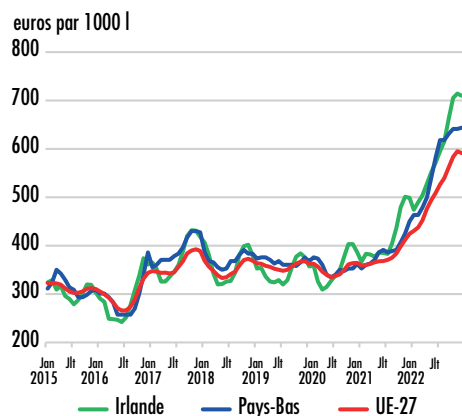
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE ET AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après EU Milk Market Observatory

En Irlande et aux Pays-Bas, la collecte annuelle est ressortie en légère hausse mais a suivi des trajectoires différentes en cours d'année dans ces deux pays. Toutefois, les prix du lait payés aux producteurs figurent parmi les plus élevés de l'UE-27 pour 2022.

Irlande : Production ralentie par un printemps sec

La collecte irlandaise s'est quelque peu stabilisée par rapport à la croissance des années précédentes (+0,7% à 9,08 Mt) avec un cheptel national également stable (+0,3% à 1,5 million de têtes). Depuis 2013, elle a progressé de +63% grâce à un cheptel en forte progression (+40% /2013). Toutefois, le rendement apparent s'est dégradé en 2022 à 6 015 kg/ML (-1,2% /2021) car le pays a été confronté à une sécheresse printanière qui a limité la pousse de l'herbe au moment du pic laitier. Le taux de matière grasse a continué de progresser (+0,05 point à 4,39%) tandis que le taux de matière protéique était stable à 3,58%.

Prix à la production très incitatifs

La forte hausse des cours des ingrédients laitiers s'est répercutée sur le prix du lait payé aux éleveurs qui est très réactif aux cotations beurre/poudre maigre. En moyenne annuelle, il a atteint les 526 €/1 000 l (pour un standard 3,7% MG et 3,3% MP) et 593 €/1 000 l en prix réel, soit le plus haut de l'UE-27. Il est monté jusqu'à 620 €/1 000 l (prix standard) en décembre 2022, mais peu d'éleveurs ont pu en bénéficier car il s'agit du creux saisonnier de production. Même si les charges ont, elles aussi, augmenté, les marges et donc les revenus des éleveurs irlandais se sont encore appréciés en 2022.

Fabrications de poudre maigre en hausse

Les fabrications de poudre maigre en Irlande ont fortement augmenté en 2022 (+18% à 157 000 t). Si les fabrications de beurre se sont repliées (-2,5% à 270 000 t), celles de crème ont pris le relais (+22% à 32 000 t). En effet, les exportations irlandaises de beurre se sont réduites notamment vers les Pays-Bas et l'Allemagne malgré une hausse des envois vers le Royaume-Uni. Les exportations de poudre maigre ont fortement augmenté vers le continent européen et le Royaume-Uni, ce qui a compensé des pertes vers les pays tiers (Chine, Nigeria, Philippines notamment).

Pays-Bas : Rétablissement de la collecte au 2nd semestre

La collecte néerlandaise a d'abord commencé l'année 2022 par une chute importante (-1,2% au 1^{er} semestre) avant de changer complètement de trajectoire au 2nd semestre (+3,7%). La collecte annuelle ressort donc en hausse de +1,2% /2021. Toutefois, le 2nd semestre 2021 avait été particulièrement dégradé, ce qui influe beaucoup sur les variations interannuelles. Les volumes collectés au 2nd semestre 2022 sont similaires à ceux des années 2019-20. Contre toute attente, au vu des annonces environnementales faites par le gouvernement néerlandais, le cheptel a augmenté de +1% à 1,57 million de têtes.

Tout comme en Irlande, les prix du lait aux Pays-Bas se sont nettement appréciés au cours de l'année 2022. En moyenne annuelle, ils atteignent 568 €/1 000 l (+46% /2021) terminant l'année à 644 €/1 000 l en décembre 2022.

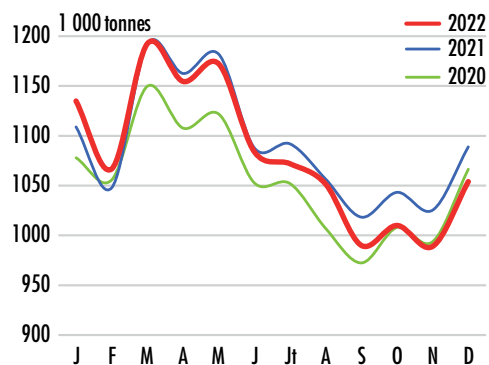
Les fabrications ont été orientées vers plus de poudre maigre (+16,5% à 106 000 t) dont les exports ont progressé (+10% soit environ 163 000 t). Le pays a importé par ailleurs 204 000 t de poudre maigre, essentiellement d'origine intra-communautaire (+8%), qui ont été massivement réexportées sur pays tiers.



4 ITALIE & POLOGNE

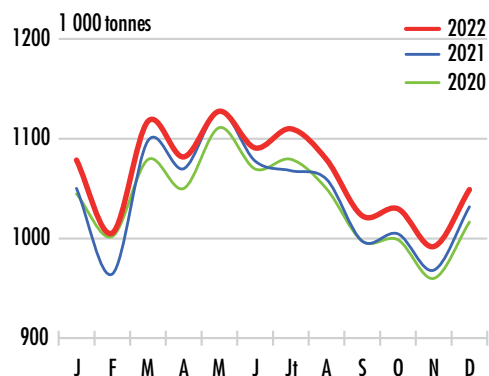


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ITALIE



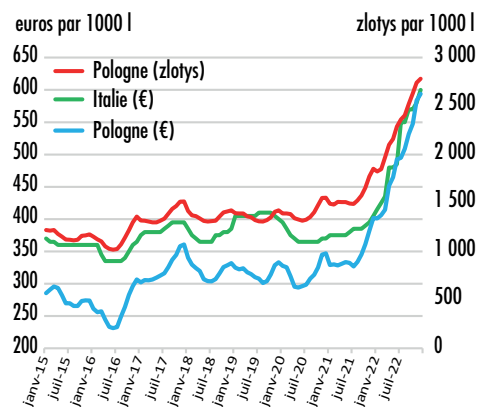
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AGEA

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MAPA

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ AUX PRODUCTEURS EN POLOGNE ET EN ITALIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

L'écart de production entre le 4^{ème} et le 5^{ème} pays producteur se réduit chaque année alors que les dynamiques de production y sont très différentes. Si le conflit en Ukraine a pénalisé la filière italienne (forte hausse des coûts de production), elle a en revanche favorisé une très forte hausse de la consommation intérieure polonaise.

Italie : La météo rattrape la collecte

En Italie, la production laitière a chuté dès le mois d'avril (-1% /2021). Les éleveurs ont dû faire face à une envolée des cours de l'aliment dans un premier temps puis à un été chaud et sec. Avec 12,9 Mt de lait en 2022, la collecte italienne enregistre sa deuxième meilleure année après 2021. Le pays cherche toujours à améliorer sa productivité afin de moins dépendre des importations.

Si en 2021 la hausse avait été modeste en comparaison avec les autres pays européens, le prix du lait à la production a rattrapé, en 2022, ceux de l'Europe du Nord. Ainsi, il a atteint les 600 €/1 000 l en décembre 2022 et la moyenne annuelle s'est établie à 512 €/1 000 l. Il s'agit d'une hausse de +46% par rapport à 2021. Néanmoins, dans le même temps, les éleveurs ont dû faire face à une forte envolée des prix de l'alimentation notamment du maïs et du soja dont ils sont fortement dépendants.

Forte hausse des prix des fromages

Cette hausse des prix du lait à la production a été permise par la très forte augmentation des cours des fromages, initiée en 2021. Le *Parmigiano Reggiano* affiné sur 12 mois, en hausse de +3% /2021, a atteint les 10,53 €/kg de moyenne, soit des prix proches de 2019. La hausse a été encore plus forte pour le *Grana Padano* qui s'est de nouveau apprécié de +8% d'une année sur l'autre à 9,17 €/kg (affiné sur 9 mois).

Les importations de lait vrac ou concentré ont continué de baisser surtout en provenance d'Allemagne, premier fournisseur. En revanche, celles de matières grasses ont progressé en provenance de Belgique et Allemagne pour la crème en gros conditionnement, France et Espagne pour la crème vrac, Belgique et Pays-Bas pour le beurre.

Pologne : Consommation soutenue par l'afflux de réfugiés ukrainiens

En Pologne, la collecte a conservé son dynamisme (+2,2% /2021) à 12,79 Mt en 2022, avec un cheptel stabilisé à plus de 2 millions de têtes (+0,1% /2021).

Cette hausse de la collecte a été permise notamment par un prix du lait en forte augmentation en zlotys comme en euros. Il a dépassé 600 €/1 000 l en décembre 2022 si bien que le prix moyen annuel du lait est monté à 506 €/1 000 l en 2022, soit +42% /2021 (+46% en zlotys).

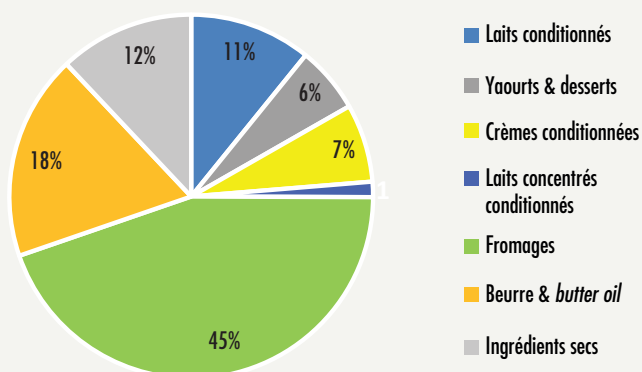
La consommation de produits laitiers en Pologne a été fortement soutenue avec l'arrivée de réfugiés ukrainien (près de 10% de la population nationale) notamment en produits frais. Dans ce contexte, les fabrications de poudres (-1% en poudre maigre et -2% en poudres grasses) ont été abaissées pour privilégier le lait (+1%) et la crème conditionnés (+2%), le beurre (+5%) et les yaourts (+4%). De même, les exportations de lait en vrac ont été réduites (de près de -3% /2021, notamment vers l'Allemagne).



FABRICATIONS EUROPÉENNES 2022

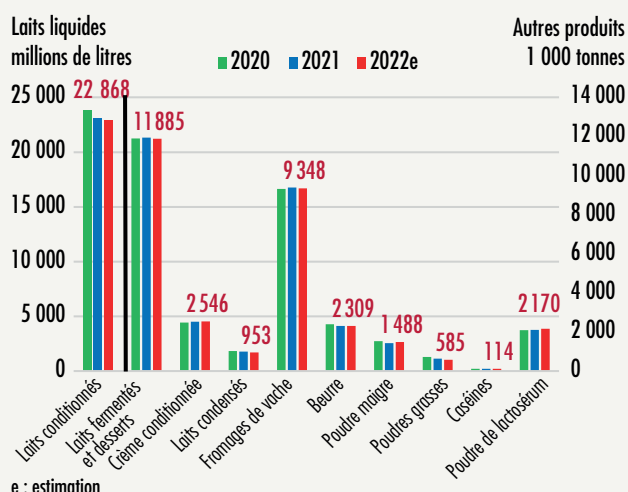
Au 1^{er} semestre, les fabrications européennes étaient orientées en baisse faute de collecte. L'accent a été mis sur les fabrications de poudre maigre qui ont progressé de 51 000 t en 2022.

UTILISATION DE LA COLLECTE DE L'UE-27 EN 2022 (% DE MSU)



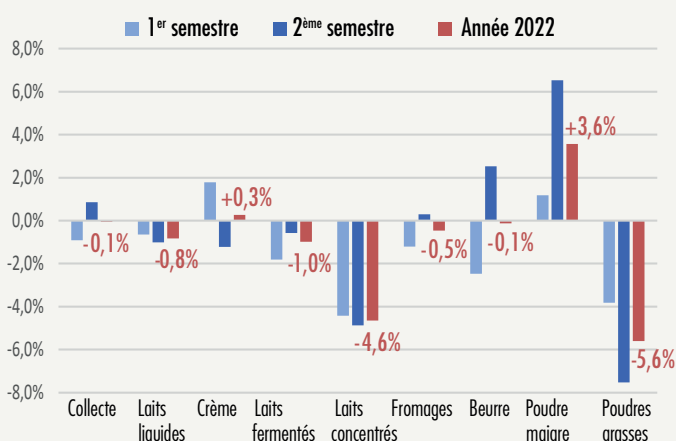
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FABRICATIONS DE PRODUITS LAITIERS EN UE-27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS DE PRODUITS LAITIERS EN UE-27 (% /2021)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

+3,6%

C'est la hausse des fabrications de poudre maigre dans l'UE-27 en 2022.

Sur l'année, l'utilisation de la collecte a très peu varié. La part des fromages est demeurée à 44,7% de MSU (Matière solide utile) comme celle des produits de grande consommation à 32,8% de MSU. La part des produits industriels demeure de 22,5% de MSU, mais la baisse des fabrications de poudres grasses (-0,3 point) est compensée par la hausse de la poudre maigre (+0,2 point) et du lactosérum (+0,1 point).

Évolution très contrastée d'un semestre à l'autre

La baisse de collecte de près de -560 000 t au 1^{er} semestre dans l'UE-27 s'est répercutée sur l'ensemble des fabrications à l'exception de la crème (+1,8% /2021 au 1^{er} semestre mais -1,2% au 2^{ème}).

Toutefois, les craintes sur l'approvisionnement en gaz au 2nd semestre ont poussé les industriels à accentuer la production de poudre maigre tandis que, dans le même temps, la collecte se reprenait (+435 000 t au 2nd semestre). Ainsi, les fabrications de poudre maigre ont été relancées dès le mois de juin (+1,2% /2021 au 1^{er} semestre et +6,5% au 2^{ème}).

Les fabrications annuelles de beurre ressortent globalement stables dans l'UE-27 grâce à un rebond au 2^{ème} semestre. Elles ont pâti d'une consommation plus faible dans certains pays au profit de la crème.

Les fabrications de fromages ont fléchi au 1^{er} semestre (-1,2% /2021), faute de disponibilités laitières, et n'ont que peu profité de la hausse de la collecte au 2nd (+0,3% soit -0,5% à l'année).

En revanche, les fabrications de laits conditionnés sont restées en repli tout au long de l'année (-0,8%) avec une diminution plus marquée au 2^{ème} semestre. La consommation continue de décliner et depuis 2021, l'effet confinement passe.

Les stratégies sont restées diverses en fonction des pays

En 2022, les stratégies ont été diverses selon les pays membres. La chute de la collecte en France s'est traduite par une baisse généralisée des fabrications. En Italie, ce sont les fabrications de fromages qui ont légèrement fléchi au profit du lait liquide. En Espagne, les fabrications de fromages (-7%) et de beurre/poudre maigre (respectivement -25% et -47%) ont été fortement réduites au profit du lait liquide, de la crème et des poudres grasses (respectivement +7%, +11% et +84% même si les volumes demeurent modestes).

En Pologne, la consommation intérieure a fortement augmenté avec l'arrivée massive de réfugiés ukrainiens, équivalent à une hausse de +10% de la population du pays. Les fabrications d'ingrédients secs ont donc été abaissées (poudre maigre -1% et poudres grasses -2%) au profit des produits frais : beurre (+5%), crème (+2%), yaourts (+4%) et lait de consommation (+1%).

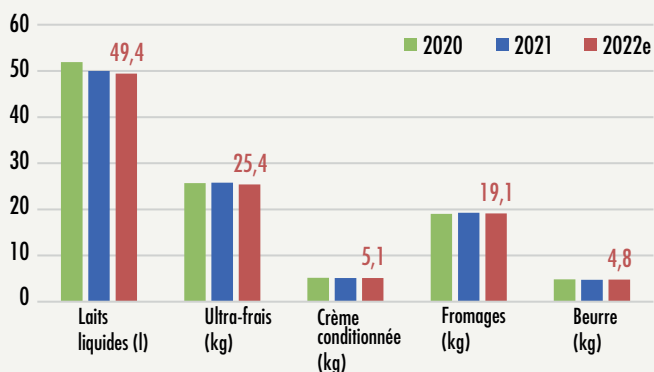
En Allemagne, où les achats des ménages ont chuté fortement, les fabrications de PGC ont à l'inverse reculé : lait liquide (-6%), crème (-4%) et fromages (-2%). Réduites au 1^{er} semestre faute de collecte, les fabrications de beurre et de poudre maigre ont bondi en fin d'année et ont finalement été stables sur l'année 2022 /2021.

En Belgique et aux Pays-Bas, les fabrications de poudres grasses ont chuté au profit de la poudre maigre et probablement de crème dont les exportations ont repris en fin d'année.

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

CONSOMMATION EUROPÉENNE 2022

CONSOMMATION MOYENNE PAR HABITANT DANS L'UE-27



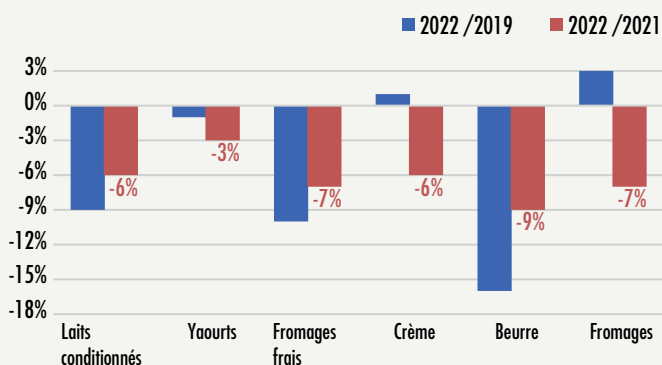
e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE-27

millions de tonnes équivalent lait	2019	2020	2021	2022e	2022 /2021
Production	152	154	154	153	-0,5%
Collecte	143	145	145	145	-0,1%
Variation des stocks	-1	0	0	0	=
Importations	4	4	3	3,5	17,1%
Exportations	27	27	26	25	-4,4%
Utilisation intérieure	130	130	131	132	0,8%
Consommation (kg/hab.)	291	291	292	291	-0,3%

e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES ACHATS DE PRODUITS LAITIERS PAR LES MÉNAGES ALLEMANDS EN VOLUME (% /2019 ET 2021)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

En 2022, la consommation de produits laitiers a continué la tendance de 2021 et s'éloigne des perturbations liées au Covid-19. Cependant, en fin d'année, elle a montré des signes de faiblesse. L'impact de l'inflation s'est fait de plus en plus sentir sur les prix au détail dans tous les pays européens.

La consommation totale dans l'UE-27, estimée par bilan, a augmenté de +0,8% /2021, à 131,6 Mt en 2022. Toutefois, la population européenne a augmenté de +1,1% en tenant compte de l'arrivée de près de 5 millions de réfugiés ukrainiens (enregistrés au titre de la protection temporaire selon l'OF). Aussi, la consommation par habitant est restée proche du niveau de 2021, mais toujours en s'érodant légèrement, à savoir 291 kg d'équivalent lait (-0,3%/2021).

La consommation de laits conditionnés poursuit son érosion, comme avant le Covid-19, à 49,4 l par an et par habitant en moyenne contre 50 l en 2021 et 52 l en 2018. La baisse de -1,1% /2021 est légèrement supérieure au -1% tendanciel avant 2019. La consommation individuelle d'ultra-frais se replie également de -1,4% à 25,4 kg/hab./an, ce qui pourrait être lié à l'inflation alimentaire au cours de l'année.

La consommation de fromages se replie pour la 1^{ère} fois en dix ans à 19,1 kg/hab. (-0,2 kg/hab./an, soit -0,8% /2021). Là aussi l'inflation en est la principale responsable.

Seule la consommation de beurre et de crème ressort en hausse. Celle de beurre, 4,8 kg/hab./an, a retrouvé son niveau de 2019 et 2020 tandis que celle de crème a augmenté légèrement (+0,1%) à 5,1 kg/hab./an.

En Allemagne, les achats des ménages ont fortement chuté tous produits laitiers confondus par rapport à l'an dernier. La forte inflation dans le pays s'est répercutée beaucoup plus violemment qu'en France notamment. D'ailleurs, l'indice des prix à la consommation a bondi de +30 à +45% selon les produits soit le double de l'inflation mesurée en France.

La plus forte baisse des ventes aux ménages concerne le beurre (-9% /2021 et -16% /2019 soit avant covid-19). Les ménages allemands se sont reportés notamment sur des achats de beurre mélangé à de la margarine.

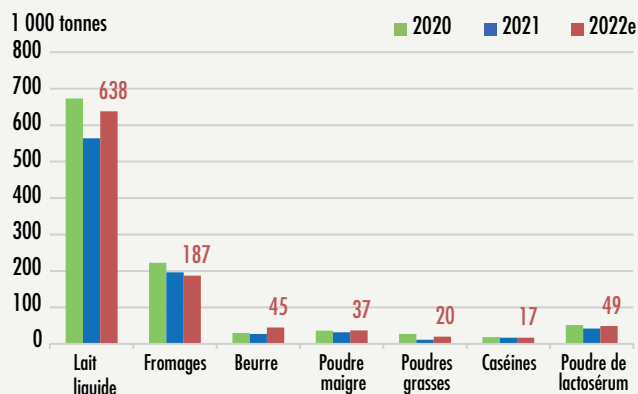
Les laits liquides enregistrent également une baisse importante des volumes vendus (-6% /2021 et -9% /2019). Ce repli de la consommation est encore plus important sur les laits liquides bio délaissés pour les laits de pâturage.

Même la consommation de fromages est en recul (-7% /2021) cette année. Elle est demeurée toutefois supérieure à celle de 2019 (+3%). Ce n'est pas le cas pour les fromages frais qui enregistrent une diminution de -7% /2021 et -10% /2019.

COMMERCE EXTÉRIEUR EUROPÉEN 2022

Le solde commercial de l'UE-27 s'est beaucoup accru en 2022 (+20% /2021). Toutefois, cet excédent est permis par une forte hausse en valeur des exportations (+22%), tandis qu'en volume elles se sont repliées (-4,4% à 25,2 millions de tonnes d'équivalent lait). Dans le même temps, les importations ont augmenté tant en volume (+12%) qu'en valeur (+43%).

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et CLAL

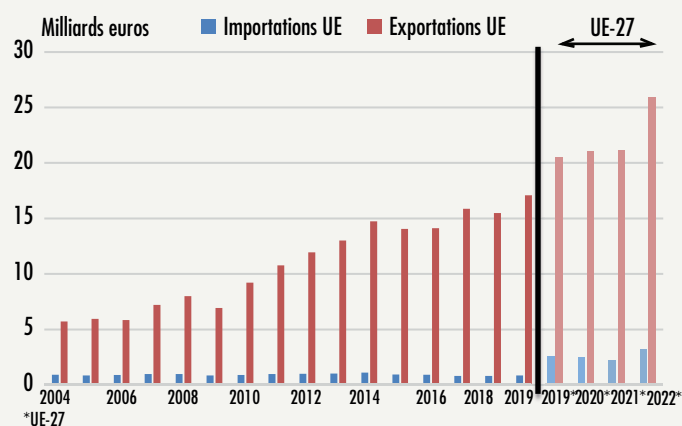
Importations en nette hausse en volume comme en valeur

Estimées à 3,5 millions de tonnes équivalent lait, les importations ne reviennent pas au niveau de 2020, mais sont tout de même en nette hausse par rapport à 2021 (+17%), soit environ 2,8% de la consommation européenne. Les échanges avec le Royaume-Uni ont repris en beurre (+13% à 42 300 t) mais pas en fromages (-10% à 116 300 t). De même, les volumes de lait qui circulent entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord ont repris (+16%) entraînant une hausse de +13% à 638 000 t de lait liquide importé.

Les importations de fromages ont baissé de -5% dont la majeure part est due au recul des envois du Royaume-Uni. Elles ont au contraire augmenté en provenance des États-Unis et des pays des Balkans non-membres de l'UE.

Sur les ingrédients tels que le beurre et les poudres, les importations en provenance d'Ukraine ont aussi augmenté afin de fournir un débouché à ces produits laitiers alors que le mix produit du pays a été modifié par la guerre. Ainsi, les importations européennes de beurre ukrainien sont passées de 132 t à 6 950 t. En poudre maigre, elles atteignent 10 300 t contre 1 700 en 2021. Quant aux importations de fromages ukrainiens, inexistantes en 2021, elles ont atteint 3 250 t en 2022.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE-28 PUIS DE L'UE-27

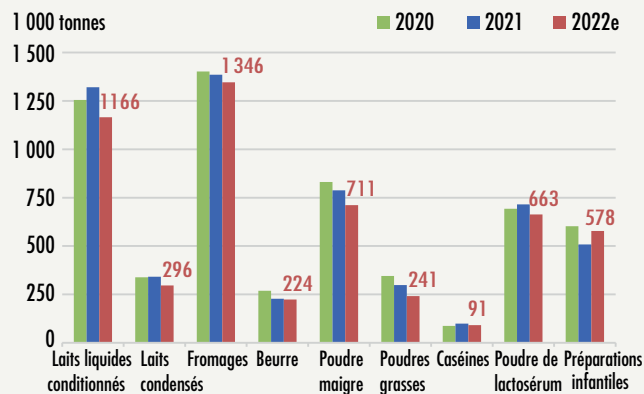


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

26 milliards €

C'est la valeur des produits laitiers exportés de l'UE-27 en 2022.

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE-27



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et CLAL

Hausse des exports en valeur, mais baisse en volume

Estimées à 25,9 milliards d'euros en 2022, les exportations extra-communautaires ont augmenté de +22% en valeur grâce à la très forte hausse du prix des produits laitiers. Elles sont composées à 30% par les fromages, suivies par les poudres : 20% pour celles de laits infantiles, 10% pour la poudre maigre, 4% pour les poudres grasses et 5% pour celles de lactosérum. En produits frais, la crème comme le lait liquide représentent 3% chacun, le beurre 6% et enfin les caséines 4%.

Portées à 25,2 Mt d'équivalent lait, les exportations européennes ont ainsi écoulé 17,4% de la collecte de l'UE-27 en 2022.

Les exportations de fromages ont reculé en 2022 (-2,8% à 1,3 Mt). Si les envois vers le Royaume-Uni se sont globalement stabilisés en volume (422 000 t), ils ont baissé vers les États-Unis (-3% à 129 000 t), la Suisse (-2% à 71 000 t), l'Ukraine (-38% à 33 000 t) et la Chine (-24% à 29 400 t).

Les volumes de beurre exporté ont également baissé (-1,5% /2021), malgré la reprise des expéditions vers le Royaume-Uni (+39% à 54 300 t), qui sans revenir toutefois aux volumes antérieurs au *Brexit*, n'ont pas totalement compensé les moindres envois vers les États-Unis (-3% à 40 400 t) et la Chine (-30% à 11 400 t) notamment.

De même, les exports de laits conditionnés ont fortement chuté (-12%) à la suite d'un effondrement de la demande chinoise (-43% /2021, à 352 600 t).

Recul des exportations de produits secs

Sur les ingrédients secs, les exportations annuelles ont chuté de -10% en volume : poudre maigre (-10%), poudres grasses (-19%) et lactosérum (-7%). La moindre présence de la Chine aux achats se ressent sur les exportations de poudre maigre (-33% à 84 000 t). De même, l'UE-27 a perdu des parts de marché vers l'Asie du Sud-Est notamment sur l'Indonésie (-33%), les Philippines (-33%) et la Malaisie (-35%) au profit de la Nouvelle-Zélande notamment. En fin d'année, avec la baisse des prix de la poudre maigre, l'Algérie est revenue aux achats si bien que les expéditions annuelles sur ce pays ont bondi (+26% à 112 400 t).

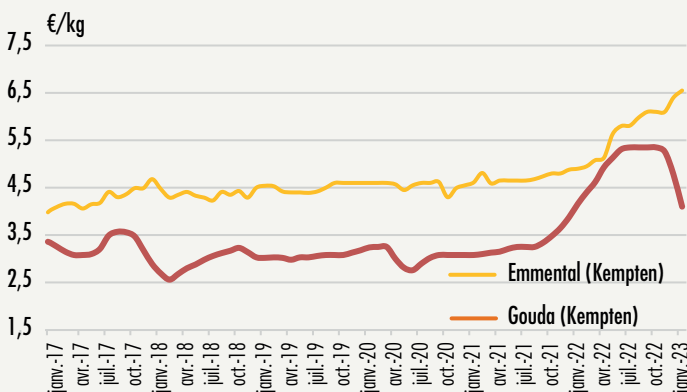
1,36 million de tonnes

Ce sont les volumes de fromages exportés sur pays tiers en 2022.

MARCHÉ EUROPÉEN DES FROMAGES

Face à une ressource laitière stationnaire en 2022, les fabrications de fromages dans l'UE-27 ont marqué le pas, même si elles demeurent le produit privilégié de la transformation laitière européenne.

COURS DES FROMAGES AU STADE DE GROS DE KEMPTEN (ALLEMAGNE)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

Des prix records et en hausse presque toute l'année

Les cours du gouda en Allemagne (Kempten) ont fortement augmenté jusqu'à l'été 2022, avant de se stabiliser puis de baisser très rapidement au mois de décembre dans le sillage du cheddar. En moyenne annuelle, le prix a atteint 4,93 €/kg, soit une progression de +1,05 €/kg par rapport à 2021 (+27%). La cotation a atteint son maximum, 5,35 €/kg, entre juillet et octobre.

Le cours de l'emmental a suivi globalement la même direction au 1^{er} semestre enregistrant une hausse de +1 €/kg à 5,80 €/kg en juin. Toutefois, cette hausse s'est poursuivie tout au long de l'année pour plafonner à 6,55 €/kg en décembre 2022 à la bourse de Kempten. Le prix moyen annuel est de 5,73 €/kg, soit une progression de +1,02 €/kg (+22%/2021).

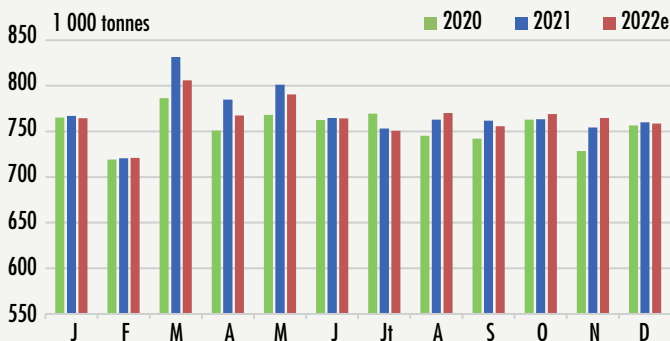
Recul des fabrications au 1^{er} semestre

Pour la 1^{ère} fois depuis 2016, les fabrications de fromages dans l'UE ont marqué le pas en 2022. Toutes familles confondues, elles se sont repliées de -0,5%. La chute des fabrications s'est surtout faite au printemps, durant le pic laitier (-1,2%) car la collecte européenne a baissé à cette période. Au 2nd semestre, les transformateurs du nord de l'UE-27 ont priorisé les fabrications de beurre et poudre maigre ; en raison d'une demande en berne tant sur le marché intérieur qu'à l'export.

La plus forte baisse est enregistrée par l'Allemagne (-42 000 t, soit -1,7%) principalement au 1^{er} semestre (-2%) mais également au 2^{ème} (-1%). L'Espagne voit également son volume en baisse de -15 000 t (-7%). En France, les fabrications ont fortement varié d'un mois sur l'autre et ont terminé l'année en repli de -1 000 t (-0,1%).

La plus forte hausse revient au Danemark (+13 000 t, +3%) où, après la forte baisse en 2021, les fabrications ont retrouvé le niveau de 2020. Les fabrications italiennes ont enregistré une faible progression de +4 000 t (+0,3%).

FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE-27*



*Les chiffres de fabrications irlandais ont été enlevés

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

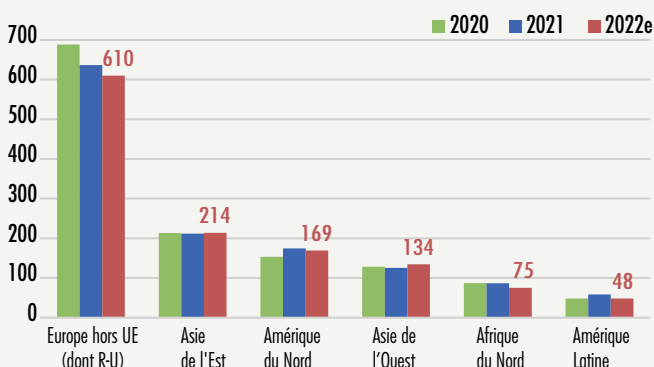
Légère baisse de la consommation par habitant

Calculée par bilan, la consommation de fromages (toutes espèces confondues) n'a que très peu progressé en 2022 dans l'UE-27 (+0,4%) à 8,6 Mt d'après nos estimations. Toutefois, avec l'augmentation exceptionnelle de la population (effet réfugiés ukrainiens), la consommation par habitant a légèrement reculé à 19,1 kg/hab/an (-0,8%/2021) probablement sous l'effet de l'inflation.

Moindre présence à l'export

Les exportations européennes de fromages se sont de nouveau repliées en 2022 (-2,8%) principalement à cause d'une moindre demande mondiale et en premier lieu de la Chine (-24% à 29 000 t, ce qui reste au-dessus de 2020). La demande du Royaume-Uni est restée proche du niveau de 2021 (-0,7%/2021 à 422 000 t, mais -14%/2020). De même, les volumes ont baissé vers les États-Unis (-3% à 129 000 t), la Suisse (-2% à 70 000 t) et l'Ukraine (-38% à 33 000 t). À l'inverse, les exportations ont été meilleures vers l'Asie de l'Est grâce à une demande croissante du 1^{er} importateur mondial de fromages, le Japon (+1% à 120 000 t) et de la Corée du Sud (+21% à 59 000 t).

EXPORTATIONS DE FROMAGES DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS

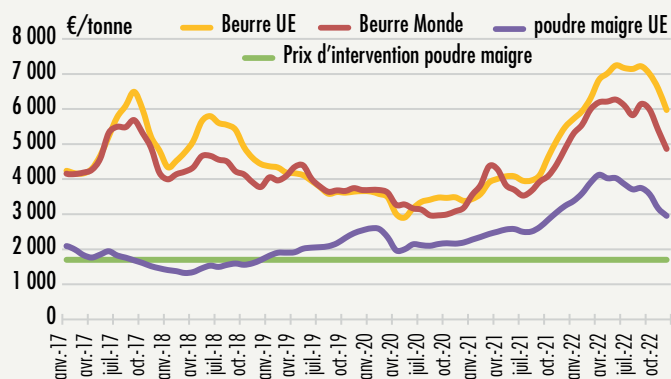


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

MARCHÉS EUROPÉENS DU BEURRE ET DES PROTÉINES LAITIÈRES

Si les fabrications de poudre maigre se sont stabilisées début 2022, avec une collecte en repli, elles ont fortement bondi au 2^{ème} semestre.

COURS EUROPÉEN ET MONDIAL DES INGRÉDIENTS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO & ZMB

La tension sur les disponibilités mondiales de beurre s'est répercutée sur les prix. Affichés à 5 700 €/t en début d'année, les cours moyens du beurre dans l'UE-27 ont atteint 7 250 €/t au plus haut en juin. Puis ils se sont détendus et sont redescendus à 5 300 €/t en décembre car les prix élevés ont engendré une baisse de la demande. En moyenne annuelle, les prix du beurre étaient de 6 680 €/t, soit une hausse de 59% /2021.

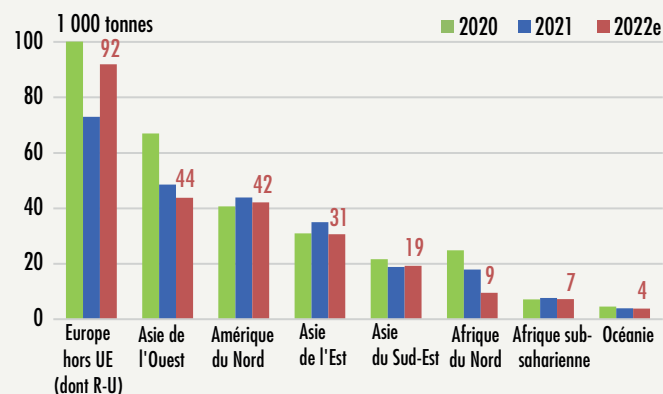
En parallèle, les cours de la poudre maigre ont suivi la même direction. À 3 410 €/t en moyenne pour l'UE-27 en début 2022, ils ont fortement augmenté jusqu'en juin à 4 030 €/t avant de refluer à 2 950 €/t en décembre. En moyenne annuelle, les cours ont bondi de +40% à 3 670 €/t.

Fort rebond des fabrications au 2^{ème} semestre

Les fabrications de beurre et de poudre maigre ont, dans un premier temps, été contenues par le repli de la collecte au moment du pic laitier européen (respectivement -2% et +1%).

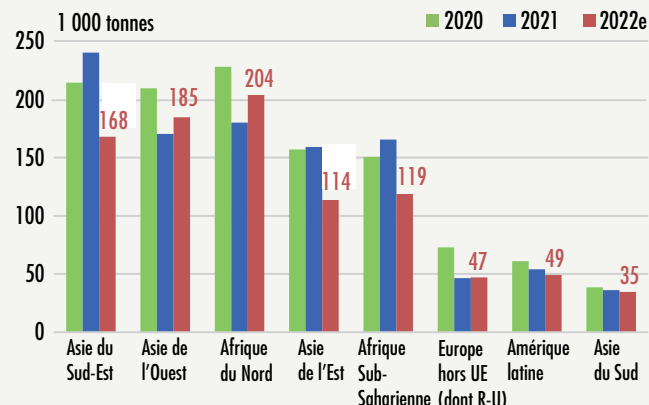
Puis celles-ci ont rebondi au 2nd semestre 2022 (+3% en beurre et +7% en poudre maigre). D'une part, la collecte européenne s'est reprise dans le sillage des prix du lait records. D'autre part, les transformateurs ont craint durant l'été 2022 les ruptures d'approvisionnement en gaz pour sécher le lait ou de manquer de matières premières (emballage, produits de nettoyage). Au global, en 2022, les fabrications de beurre sont stables (-0,1%) et celles de poudre maigre ont augmenté de +3,6%.

EXPORTATIONS DE BEURRE ET MATIÈRE GRASSE LAITIÈRE DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE POUDRES DE LAIT DE L'UE-27 SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Pour la poudre maigre, les fabrications ont été relancées en Europe du Nord, en premier lieu en Allemagne (+13% au 2^{ème} semestre équilibrant les fabrications annuelles), en Belgique (+25%/2021 soit +39 000 t) et aux Pays-Bas (+16% soit +15 000 t). En Irlande, les fabrications ont aussi rebondi (+18% soit +24 000 t). Elles sont très saisonnières du fait de la saisonnalité de la collecte, elles ont débuté plus précocement début 2022, ce qui explique l'essentiel de la hausse.

La plus forte progression des fabrications de beurre s'est située en Pologne (+5% soit +12 000 t) où elles remontent au niveau de 2020. À l'inverse, les fabrications ont reculé en Espagne (-25% soit -9 000 t) et en France (-1% et -4 000 t).

Moindre présence de l'UE-27 sur les marchés mondiaux

En 2022, les exportations de l'UE-27 en poudre maigre ont chuté de -10% à 771 000 t. Ce repli est dû à une perte de compétitivité face aux autres exportateurs comme la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. En effet, alors que le débouché chinois était moins dynamique en 2022, les autres exportateurs ont cherché à diversifier leurs débouchés et ont performé en Asie du Sud-Est. Cela a entraîné une moindre présence de l'UE-27 par une forte baisse, environ un tiers des volumes (soit -93 000 t), vers la Chine, l'Indonésie, les Philippines et la Malaisie. En revanche, les exportations vers le bassin méditerranéen ont progressé (Algérie +26%, Égypte +14%, Maroc +141%) ainsi que vers le Moyen-Orient (Yémen +5% et Arabie Saoudite +10%) soit +47 000 t.

Sur la matière grasse, les exportations de beurre ont moins baissé, de -1,5% à 224 000 t notamment à cause d'un repli de la demande chinoise (-24% soit à 11 400 t) ainsi que de moindres exportations vers les États-Unis (-4% soit à 40 000 t) et l'Arabie Saoudite (-7% à 9 000 t). Les envois vers le Royaume-Uni ont pourtant rebondi (+26% à 54 000 t) de même que vers la Corée du Sud (+4%), la Suisse (x2,2 soit +5 000 t), l'Indonésie (+24%) et les Émirats Arabes Unis (+5%).

Légère hausse de la consommation

La consommation de poudre maigre dans l'UE-27 a augmenté en 2022 de près de +2% selon nos calculs mais avec une demande par habitant globalement stable. La forte hausse des fabrications en fin d'année cumulée avec des exportations décevantes se traduit par une hausse significative des stocks (estimés à 170 000 t fin 2022 selon GEB-Idele contre 70 000 t en 2021).

De même, la consommation annuelle de beurre estimée par bilan aurait sensiblement progressé de +2,5%/2021, du fait de la démographie et de la consommation individuelle qui aurait sensiblement progressé à 4,8 kg/hab./an en 2022.

5

L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2022

En France, les investissements productifs demeurent toujours majeurs dans les fabrications fromagères, à travers des acquisitions, des agrandissements ou des modernisations de sites. Les investissements dans les ingrédients secs semblent toujours ralentis depuis quelques années, tandis que ceux dans les produits frais sont toujours limités.

Les leaders français investissent toujours massivement à l'international, principalement sous forme d'acquisition de sociétés locales ou d'accroissement de participation.

En Europe, les investissements productifs dans les fromages sont aussi prédominants, devant les ultra-frais et les produits secs, notamment les poudres de lait infantile. Enfin, se confirme la montée en puissance d'investissements dans la création ou la conversion de sites dédiés aux substituts végétaux.

À noter les investissements croissants dans des chaufferies au bois et dans la réduction de l'empreinte carbone des sites industriels.



FRANCE

Investissements toujours importants dans les fromages

Centurion Fromagers reprend la **Fromagerie du Velay** localisée à Blavozy (43) auprès du groupe **Sodiaal**. **Chavegrand** investit 8 millions € dans la modernisation de sa fromagerie localisée à Maison-Feyne (23). **Delin** construit une nouvelle fromagerie à Baume-Les-Dames (25), moyennant 8 millions €. La coopérative de **Fontaine-Vive**, partenaire de l'affineur **Schmidhauser**, investit 0,4 million € dans la fabrication d'Abondance à Groisy (74). La **Fromagerie des Monts du Cantal** finalise un projet d'agrandissement de 2 millions € sur 2 ans au sein de sa fromagerie de Pierrefort (15). **Isigny-Sainte-Mère** investit 23 millions € pour accroître la capacité de fabrication de mimolette du site de Chef-du-Pont (50). **Lactalis** augmente la capacité de sa fromagerie à base de lait de brebis localisée à Larceveau (64) moyennant 10 millions €. Il acquiert, en parallèle, la fromagerie **Verdannot**. **Laïta** consacre 20 millions € à l'accroissement de la capacité de fabrication du fromage frais Madame Loïk sur le site de Créhen (22).

Début 2023, la société **Duo Lozère** rachète auprès de **Sodiaal** le site de la fromagerie de Malzieu-Ville (48) au sein duquel elle envisage d'investir 2,5 millions €.

Des investissements réduits dans les Ingrédients secs

Laïta modernise ses installations de séchage du site de Landerneau (29), en installant un nouveau four générateur d'air chaud.

Des investissements ralentis dans les produits de grande consommation (PGC) hors fromages

Agrodoubs investit 5 millions € dans l'installation d'une ligne de lait UHT à Flagey (25). **Häagen-Dazs** met en place un centre de R & D à Tilloy-lès-Mofflaines (62), moyennant 14 millions €. **Lactalis** ferme une des deux lignes de conditionnement de lait UHT du site de Petit-Fayt (59) et y investit 10 millions € sur trois ans dans d'autres valorisations, en particulier les matières grasses. La **Laiterie des Fayes**, filiale de **Terra Lacta**, construit une nouvelle usine à La Grande Pièce, au nord de Limoges (84), qui remplacera en 2023 son site voisin, implanté à Isle, où sont fabriqués des fromages, du lait liquide et de la crème fraîche. **Logoden**, qui commercialise des yaourts sous la marque La Fabrik d'Anscuire, lève 0,4 million € sur la plate-forme de financement participatif Finple pour asseoir son développement commercial.

Bel en première ligne dans les produits végétaux et fermentation de précision

Bel s'associe avec la start-up française **Standing Ovation** pour élaborer des alternatives à la caséine, d'origine non animale, via le recours à un procédé de fermentation de précision. Il porte sa participation de 82,5% à 100% dans **MOM**. En parallèle, il investit 10 millions € sur le site de fabrication de fromages fondus de Lons Le Saunier (39) pour installer une ligne de fabrication végétale.

Équipements énergétiques et environnementaux

Gillot équipe le toit de la fromagerie de Saint-Hilaire de Briouze (61) de 1 214 panneaux photovoltaïques. **Lactalis** investit 31 millions € pour réduire l'empreinte carbone du site de Retiers (35), via l'installation d'une chaufferie CSR (Combustibles Solides de Récupération).

Logistique, laboratoires d'analyse et centres de R & D

Danone inaugure un entrepôt de produits laitiers frais et d'alternatives végétales sur 17 000 m² à Viry Châtillon (91), où transiteront 140 000 tonnes de marchandises par an. En parallèle, il investit 100 millions € dans un nouveau centre de R & D à Saclay (91). **Laïta** met en place un nouveau laboratoire d'analyse sur son site industriel d'Ancenis (44) à la suite d'un investissement de 2 millions €.

Déploiements toujours importants hors Europe

Bel prend une participation de 70% dans le groupe chinois **JunJun Cheese**. En Inde, il investit 32 millions € dans la création d'une joint-venture 49-51 avec le groupe **Britannia**, intitulée **Britannia Bel Foods**, pour fabriquer et commercialiser des fromages fondus à la marque Vache Qui Rit. Aux États-Unis, il signe un partenariat avec le spécialiste de la fabrication de protéines par fermentation **Superbrewed Food** pour élaborer des alternatives fromagères. Au Maroc, il vend sa participation de 69,82% au sein de **Safilait** auprès du groupe polonais **Pomlek**.

EUROPE DE L'OUEST

EN ALLEMAGNE, **Allgäu Milch Käse**, en partenariat avec le négociant **Albert Herz**, investit 40 millions € pour accroître ses capacités de production et de stockage de fromages à Oberallgäu. **Berchtesgadener Land** met en service un nouveau site de conditionnement de produits laitiers en bouteille de verre à Piding, à la suite d'un investissement de 35 millions €. La laiterie privée bavaroise **Jäger** et la coopérative autrichienne **Gmundner** décident de fusionner leurs activités. **Lactalis** acquiert auprès de **BMI** son site de fabrication de produits laitiers frais localisé à Würzburg. **Müller** reprend l'activité locale de **FrieslandCampina**, qui comprend trois sites de transformation. **Nestlé** ouvre un nouveau centre de R & D dédié aux aliments infantiles à Biessenhofen, moyennant 13 millions €. **Voglandmilch** double sa capacité de conditionnement de lait longue conservation et dote son site de Plauen d'une nouvelle centrale énergétique et d'une installation photovoltaïque pour un montant de 40 millions €. **Vreba Melkvee**, le principal producteur de lait à la ferme aux Pays-Bas rachète une ferme laitière de 745 hectares en Allemagne.

EN AUTRICHE, **Berglandmilch** investit 37 millions € dans des projets visant à diminuer la consommation d'énergie fossile de ses usines de Feldkirchen, de Klagenfurt et de Voitsberg. **Nöm** construit un nouvel atelier de fabrication de produits laitiers de 4 000 m² sur le site de Baden. **Pinzgau Milch** acquiert le conditionneur de fromages **Tirolpack**.

EN BELGIQUE, le groupe néerlandais **Royal A-Ware** rachète le transformateur laitier belge **Olympia**. **FrieslandCampina** installe une troisième ligne de conditionnement en bouteille PET sur le site d'Aalter.

Danone investit, en Argentine, 10 millions € dans son usine de lait infantile localisée à Garín. Il dénoue, en Chine, plusieurs partenariats avec **Mengniu**, en vendant ses participations de 25% dans **Yashili** et de 20% d'**Inner Mongolia Dairy** et en rachetant l'intégralité des droits de la marque **Dumex Baby Food**. En parallèle, il acquiert le fabricant de lait infantile à base de lait de vache et de chèvre **Hunan Objija Nutritional Food Co**. Aux États-Unis, il investit 7 millions € dans **Symbrosia**, une entreprise hawaïenne spécialisée dans la production de composants alimentaires à base d'algues pour réduire les émissions de méthane des ruminants. En Nouvelle-Zélande, il dote son site de Balclutha d'une chaudière à biomasse. En Russie, il annonce son intention de se désengager de ses activités de produits laitiers et végétaux.

La Fermière investit 24 millions € dans la construction d'une usine de yaourts aux États-Unis, à Batavia (NY).

Lactalis acquiert le fabricant australien de yaourts **Jalna Dairy Foods** pour un montant estimé à 132 millions €. Au Brésil, il reprend auprès de **Fonterra** et **Nestlé** les actifs de leur joint-venture **Dairy Partners America**, incluant deux usines de produits laitiers frais, pour 129 millions €. Au Canada, il reprend le fabricant de yaourts ethniques **Khaas**. Aux États-Unis, il installe une nouvelle ligne de fabrication de fromages au sein de son usine de Tulare (CA), moyennant 36 millions €.

Savencia acquiert le groupe argentin **Williner** qui transforme 540 millions de litres de lait par an.

AUX PAYS-BAS, **A-Ware** acquiert le fabricant de fromages râpés **Noordhoek**. Il annonce un projet d'agrandissement de son site localisé à Heerenveen, conjointement détenu avec **Fonterra**. **FrieslandCampina** accroît la capacité des sites de Veghel et de Leeuwarden, ferme l'une des deux tours de séchage de l'usine de Bedum et spécialise l'autre dans la fabrication de poudre de lactosérum déminéralisée. Le groupe suisse **Hoffmann** investit 4 millions € dans le conditionnement de lait infantile au sein de son usine de boîte en fer blanc localisée à Dronten. **Vreugdenhil** acquiert le fabricant d'ingrédients nutritionnels **NutriDutch** tombé en faillite.

À l'international, **FrieslandCampina** cède à **Yili** son site de transformation laitière localisé en Chine à Xiushui. Aux Philippines, via sa filiale **Alaska**, il bâtit un partenariat avec les autorités locales et l'entreprise néerlandaise **CRV** spécialisée dans la génétique animale pour développer la production laitière locale.

Enfin début 2023, la coopérative laitière néerlandaise signe un partenariat avec **Triplebar Bio**, fabricant américain de protéines par fermentation.

EN SUISSE, **Cremo** acquiert le fabricant de raclette **Augstbordkäserei**.

À l'international, à noter plusieurs investissements entrepris par les groupes Nestlé et Emmi. Aux États-Unis, **Emmi** construit un nouvel atelier de conditionnement de fromages et une plate-forme logistique à Stoughton (WI).

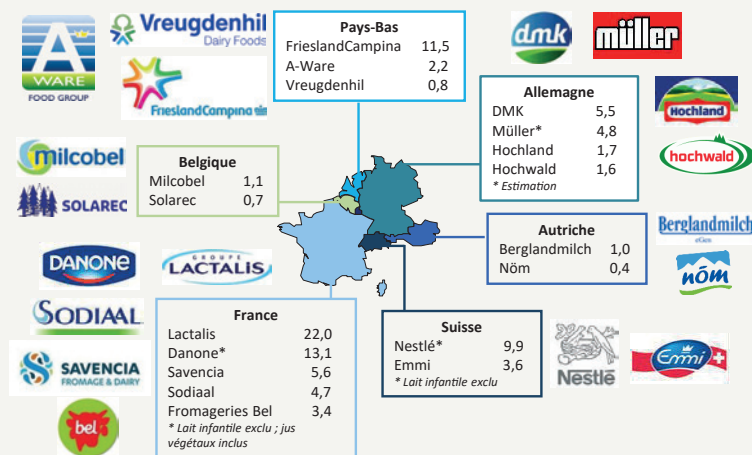
En Arabie Saoudite, **Nestlé** annonce un plan de développement de 1,8 milliard € sur 10 ans, comprenant la construction d'ici 2025 d'une

5 LES TRANSFORMATEURS

nouvelle usine de produits infantiles et de boissons à base de café pour un montant de 95 millions €. En Argentine, il investit 28 millions € dans la production de *pet food* à Santo Tome et dans la fabrication de poudre de lait à Firmat. Au Chili, il inaugure un nouveau centre de R & D à Santiago. Aux États-Unis, il construit à Glendale (AZ) une usine de fabrication de blanchisseurs de café à base de végétaux moyennant 642 millions €. En parallèle, il collabore avec **Perfect Day** pour fabriquer des protéines sériques par fermentation et cède au groupe irlandais **Perrigo** sa marque de lait infantile Good Start et un site localisé dans le Wisconsin. Au Mexique, **Nestlé** investit 121 millions € dans la modernisation de son usine de Querétaro qui fabrique des produits laitiers et infantiles aux marques Carnation et Gerber. Au Nigéria, il lance un plan sur 5 ans pour augmenter ses approvisionnements en lait local et met en place un nouveau centre de collecte à Kaduna.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2021 en milliard €



Source : CNIEL

EUROPE DU NORD

AU DANEMARK, **Arla Foods** investit 13 millions € pour permettre au site d'Holstebro de consommer du fuel en cas d'éventuelles ruptures d'approvisionnement en gaz. En parallèle, il dédie 41 millions € à l'accroissement de la capacité de fabrication de boissons à base de café de son site localisé à Esbjerg. La laiterie de **Bornholms** investit 3 millions € dans un atelier de fabrication de biogaz à partir de perméat. Le groupe israélien **Remilk** construit la plus grande usine mondiale de production de protéines lactières par fermentation à Kalundborg. Début 2023, **Arla Foods** investit au sein de la fromagerie de Taulov, d'une capacité de 60 000 tonnes par an, pour réduire sa consommation de gaz de 50%.

Arla Foods se déploie également à l'international. À Bahrein, il investit 60 millions € dans son usine localisée à Manama, spécialisée dans la fabrication de fromages fondus et de crème stérilisée. En parallèle, il cède ses actifs localisés en Russie à ses employés locaux pour la somme symbolique d'une couronne danoise (0,13 €).

EN ESTONIE, **Valio Eesti** consacre 1,7 million € à la mise en place d'un nouvel atelier de production de beurre sur son site de Võru.

EN FINLANDE, **Valio Eesti** agrandit de 1 400 m² son usine de Äänekoski, spécialisée dans les fromages à pâte persillée, avec 7 millions €.

À l'international, **Valio** cède ses actifs en Russie à **Velkom**.

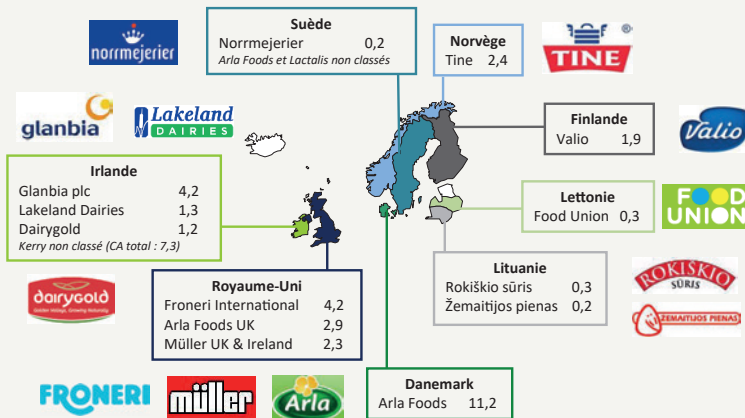
EN IRLANDE, **Arrabawn** vend son activité de lait de consommation portant sur un volume de 40 millions de litres par an à **Aurivo**. **Dairygold** investit 237 millions € dans un projet immobilier sur un terrain de 3,25 hectares précédemment occupé par des installations laitières au sein de la ville de Cork. Le fabricant autrichien de fromages fondus **Rupp** acquiert son concurrent irlandais **Ingredient Solutions**.

À l'international, **Glanbia Nutritionals**, filiale du groupe **Glanbia plc**, rachète le fabricant américain de composés à base de colostrum **Sterling Technology** pour 57 millions €. Toujours aux États-Unis, **Kerry** acquiert auprès de **KraftHeinz** son activité de fromages en poudre, dont une usine localisée à Albany (MN), pour 102 millions €.

EN NORVEGE, **Tine** rénove sa fromagerie de Balsfjord moyennant un investissement de 23 millions €.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2021 en milliard €



Source : CNIEL

En parallèle, **Tine** poursuit son développement international, en portant sa participation de 90% à 97% au sein de sa filiale américaine **Lotito Foods Holding** pour 4 millions €.

AU ROYAUME-UNI, **Belton cheese** se dote d'un nouvel atelier de conditionnement de fromages à Whitchurch pour 2 millions €. **Carron Lodge** acquiert les fromagers **Cheddar Gorge Cheese et Singleton's**, qui est tombé en faillite. **Danone** prend une participation minoritaire dans le capital du fabricant d'alternatives végétales **Minor Figures**. **Joseph Heler** acquiert le fromager **Cheshire Cheese Co** ainsi que le conditionneur de fromages **Futura Foods Wales**. **Müller** annonce un plan d'investissements sur 5 ans pour rénover les sites de Market Drayton (installation de nouvelles lignes de conditionnement de produits ultra-frais) et de Droitwich (extension des capacités de fabrication de lait ESL [ultra pasteurisé pour une durée de conservation prolongée] et de beurre).

EN SUÈDE, **Arla Foods** installe une nouvelle ligne de conditionnement de crème aigre à Linköping, moyennant 5 millions €.

EUROPE DU SUD

EN ESPAGNE, **Clun** investit 12 millions € dans l'extension de son site de fabrication de yaourts et desserts **Clesa** localisé à Caldas de Reis. **Danone** rénove son site hybride (lait et végétal) de Parets del Vallès moyennant 6,7 millions €. En parallèle, il se dote d'un nouvel labo de R&D dédié aux produits laitiers frais à Barcelone, qui emploie 30 personnes. **García Baquero** finalise un plan d'investissement sur 2 ans d'un montant de 22 millions € pour dynamiser les fabrications de fromages à la marque Las Cavas.

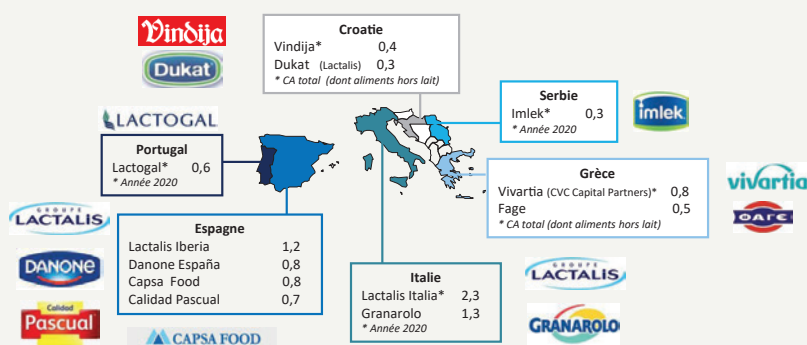
EN ITALIE, le groupe **Aurichio** acquiert le fromager **3B Latte**. **Brazzale** accroît la capacité d'affinage de son site de Sant'Agata di Cogollo del Cengio. **Ecotone** investit 20 millions € dans l'agrandissement de son usine de fabrication d'alternatives végétales localisée à Badia Polesine. Le fromager **Ferrari** consacre 20 millions € sur trois ans pour rénover ses installations. **Granarolo** acquiert 51% du fabricant de compléments protéiques pour sportifs **White & Seeds**, puis une participation de 60% dans le capital de **Latticini Cuomo**. Lactalis prend le contrôle du fromager **Ambrosi**.

Début 2023, **Latteria Soresina** acquiert le fromager **Oioli**, spécialiste du gorgonzola.

À l'international, **Ferrero** acquiert le fabricant nord-américain de crèmes glacées **Wells**.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU SUD

Chiffre d'affaires en 2021 en milliard €



Source : CNIEL

EUROPE DE L'EST

EN BULGARIE, le groupe grec **Delta Foods** vend sa filiale bulgare **United Milk** auprès de **Tyrbul**, entreprise détenue par le groupe **Hellenic Dairies**.

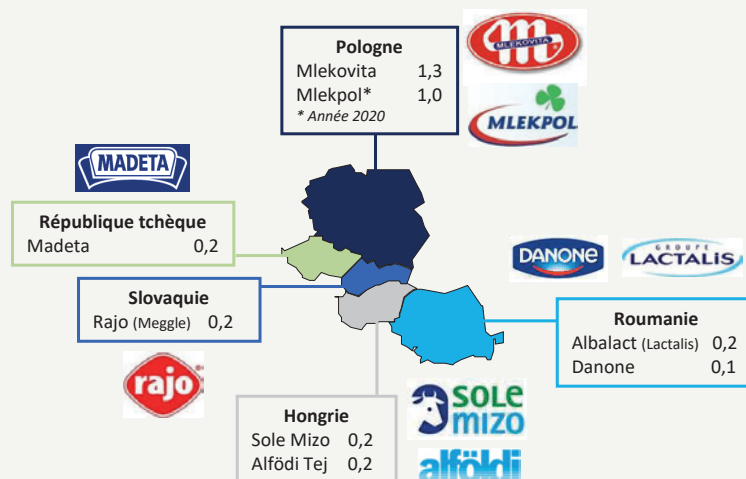
EN HONGRIE, **Sole-Mizo** s'équipe pour enrober de chocolat ses snacks à base de fromage frais à la marque **Túró Rudi**, moyennant 1 million €.

EN SLOVAQUIE, **Bel** investit, début 2023, 4,5 millions € pour accroître la capacité de fabrication de Mini Babybel du site de Michalovce.

EN ROUMANIE, **Fraher** finalise la construction d'une nouvelle usine de transformation laitière à Traian moyennant 6 millions €. **FrieslandCampina** met en service une nouvelle ligne de fabrication de fromages à pâte pressée d'une capacité de 3 000 tonnes par an au sein du site de sa filiale Napolact localisé à Cluj pour 3 millions €.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'EST

Chiffre d'affaires en 2021 en milliard €



Source : CNIEL

6

LES PRÉVISIONS 2023

Timide croissance de la production et des exportations

Relancée au 2nd semestre 2022 par la hausse historique du prix du lait, la production européenne devrait croître au 1^{er} semestre 2023. Toutefois, le prix du lait à la production commence à subir d'importants correctifs en Europe du Nord, dans le sillage des cours des commodités laitières, ce qui devrait refroidir les ardeurs de croissance de nombreux producteurs.

La consommation européenne de produits laitiers devrait reculer pour la première fois à périmètre constant, essentiellement du fait des moindres achats des ménages confrontés à la forte inflation générale. La demande en RHD et des IAA devrait mieux résister notamment avec des ingrédients laitiers redevenus abordables. À l'inverse, les exportations européennes, surtout de poudre maigre et secondairement de matières grasses, seraient relancées.

Comme les années passées, le rythme de croissance de la production laitière reste naturellement sous la menace d'aléas climatiques, mais aussi dépendant de déterminants économiques (croissance mondiale, demande chinoise...), géopolitiques (guerre en Ukraine), environnementaux mais aussi sanitaires qui influent sur les marchés des produits laitiers et des intrants, et indirectement sur le prix du lait.



EUROPE 2023

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ DE L'UE-27

	UE-27					
	2019	2020	2021	2022e	2023p	2023 /22
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	20,5	20,3	19,9	19,8	19,6	-0,8%
Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)						
Production laitière	152	154	154	153	153	=
Collecte laitière	142,6	145,1	144,7	144,5	144,9	+0,3%
Variation de stock	-0,7	-0,1	-0,2	-0,4	0	
Importations	4,0	3,6	3,0	3,5	3,7	+6%
Exportations	26,9	27,3	26,4	25,2	26,5	+5%
Utilisations européennes	130,1	130,3	130,5	131,6	130,1	-1%
Fabrications (1 000 tonnes de produits)						
Fromages	9 164	9 314	9 392	9 348	9 400	+1%
Beurre	2 346	2 400	2 311	2 309	2 325	+1%
Poudres de lait	2 221	2 261	2 074	2 072	2 134	+3%
Poudre de lactosérum	1 993	2 099	2 113	2 170	2 180	=

e : estimations
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après CE DG Agri, Eurostat & prévisions propres

Poursuite de la baisse du cheptel en 2023

En 2023, le cheptel laitier de l'UE-27 continuera de baisser au même rythme qu'en 2022 (-0,8% à 19,6 millions de vaches), sous réserve d'une conjoncture laitière favorable et de conditions climatiques propices à la production fourragère. Dans le cas contraire, le rythme de réduction pourrait s'accélérer, voire doubler, surtout qu'en 2022 les réformes ont été décalées. Nous avons privilégié la première hypothèse, même si le scénario d'une nouvelle année chaude et sèche est fort possible à l'échelle du continent européen.

En France, le cheptel pourrait baisser un peu moins vite qu'en 2022, même si les effectifs de génisses de renouvellement sont peu étoffés début 2023. Durant l'hiver, les éleveurs ont adopté une conduite économe de leur troupeau, avec des réformes plutôt réduites, et de leurs stocks de fourrages dans l'attente de la mise à l'herbe. Malgré un prix du lait historiquement élevé, les livraisons hivernales sont contenues d'une année sur l'autre. Au printemps, la production laitière pourrait reprendre avec des conditions climatiques propices à la pousse de l'herbe et des aliments achetés plus abordables.

L'évolution du cheptel laitier dépend plus structurellement du rythme des cessations laitières qui s'annoncent au moins aussi élevées qu'en 2022, d'autant que les éleveurs en âge de prendre leur retraite, en plus de ceux qui arrêtent le lait, avant tout pour une autre production

EUROPE 2023

moins contraignante, sont relativement plus nombreux. En face, les élevages en croissance sont moins nombreux et aussi plus prudents, en raison d'investissements en bâtiments devenus très onéreux, avec le renchérissement des matériaux de construction, d'un moindre appétit pour l'activité laitière et d'un risque de modification des normes environnementales.

La moindre attractivité laitière se répercutera ainsi sur le cheptel laitier qui pourrait encore fortement reculer en 2023, aux alentours de -2% d'une année sur l'autre. Dans un tel scénario, la production laitière française pourrait poursuivre sa lente érosion, avec une baisse comprise entre -0,5% à -1,0% d'une année sur l'autre.

En Allemagne, la production laitière, relancée fin 2022, demeurera relativement dynamique au 1^{er} semestre grâce à un cheptel plutôt étoffé (-0,6% /2021 à 3,81 millions de têtes fin 2022) et un prix du lait encore stimulant, même s'il devrait retomber aux alentours de 400 €/1 000 l ce printemps. Au 1^{er} semestre, elle pourrait retrouver le bon niveau de 2021 (+2% /2022) mais risque de s'essouffler au 2nd semestre par rapport au niveau modéré de 2022 (-1%). En somme, la production allemande pourrait progresser autour de +0,5% d'une année sur l'autre.

Aux Pays-Bas, la production devrait demeurer dynamique au moins au 1^{er} semestre avec un cheptel bien étoffé, des génisses de renouvellement nombreuses et un prix toujours stimulant, même si le prix garanti par FrieslandCampina (collecteur dominant) a chuté de 100 €/t en deux mois, à 500 €/t en mars 2023. De plus, les éleveurs semblent faire fi, pour le moment, du mur environnemental (GES, ammoniac, nitrates) qu'ils vont devoir affronter dans un proche avenir.

La Pologne laitière devrait maintenir son rythme de croissance (+2% l'an), sauf aléas climatique majeur, grâce à un cheptel national désormais stabilisé et toujours plus productif. **L'Irlande** laitière devrait retrouver une croissance forte, comprise entre +4 et +6%, avec une année climatique plus normale, grâce à un cheptel laitier toujours plus étoffé.

En revanche, la production laitière devrait globalement encore baisser dans les autres pays **d'Europe du Nord et de l'Est**, entre -2 et -3%, en prolongeant les tendances observées.

Enfin, la production devrait se stabiliser en **Espagne et en Italie** mais poursuivre la baisse dans les autres **pays méditerranéens** (Grèce et Portugal) où elle est pénalisée par des aliments encore chers et des conditions climatiques toujours plus sèches.

Reprise modeste de la production laitière

Prise dans son ensemble, la production laitière de l'UE-27 devrait légèrement progresser au 1^{er} semestre (+1,2%), retrouvant ainsi le niveau historique de 2021. Ensuite, au 2nd semestre, elle pourrait se stabiliser, voire baisser (-0,7%). En somme, la collecte européenne progresserait de +0,3% /2022 ou +400 000 t à 145 Mt de lait.

Le supplément de lait de vache collecté serait presque totalement transformé en fromages (+0,6% /2022 à 9,4 Mt), en beurre (+0,7% à 2,3 Mt) et en poudre maigre (+5,5% à 1,57 Mt).

Après le trou d'air constaté en 2022, les fabrications supplémentaires de fromages pourraient s'écouler principalement à l'export vers les pays tiers (+0,3% à 1,35 Mt) car la demande sur le marché européen resterait globalement stable à 8,6 Mt.

Les fabrications de poudre maigre seraient relancées principalement pour l'export (+184 000 t à 895 000 t) dans l'hypothèse d'une forte compétitivité de l'UE-27 à l'export et d'une stabilisation des stocks. Ceux-ci avaient fortement progressé fin 2022.

Bien entendu, l'évolution de stocks de poudre maigre, dépendra de la conjoncture internationale sur ce marché, c'est-à-dire des disponibilités aux États-Unis au 2nd semestre, désormais le premier fournisseur mondial, et de l'ampleur de la demande internationale, en premier chinoise dans un contexte de disponibilités océaniques toujours contenues.

En beurre, la demande intérieure est en léger retrait. Faute de fortes disponibilités, les importations pourraient s'accroître légèrement. Les exportations de beurre et de matière grasse anhydre reprendraient pour atteindre les niveaux de 2019 (255 000 t).

Les fabrications de produits de grande consommation (laits conditionnés, ultra-frais et crème conditionnée) dans leur ensemble se maintiendraient à peine en raison d'une faible demande internationale. De plus, la consommation par habitant serait moindre mais compensée par la croissance démographique de l'UE-27 (stimulée par l'accueil de près de 5 millions de réfugiés ukrainiens). D'un côté, la consommation de laits conditionnés et d'ultra-frais baisseraient légèrement tandis que, de l'autre, les exportations reprendraient, notamment vers la Chine pour les laits et crèmes conditionnés.

Moindre demande européenne et reprise des exportations

Au global, la consommation, tous produits laitiers confondus, de l'UE-27 pourrait légèrement reculer à 130 millions de tonnes équivalent lait (TEL), soit une baisse significative par habitant, à 287 litres équivalent lait, avec une démographie croissante et étoffée par les réfugiés ukrainiens.

Nous tablons sur une progression marginale des importations (portées à 3,7 millions de TEL), lesquelles couvrent toujours moins de 3% de la demande européenne. Enfin, les exportations tous produits laitiers confondus devraient rebondir, après le tassement de 2022, à 26,5 millions de TEL et ainsi égaler le niveau important de 2021.



DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2022
Perspectives 2023

N° 537 - Février 2023

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Bovins viande 2022.

Perspectives 2023. N° 536 - Janvier 2023

Dossier Filières viande bovine Mercosur.

N° 533 - Octobre 2022

Dossier Filières lait de brebis autour de la Méditerranée. N° 532 - Septembre 2022

Dossier marché mondial de la viande

bovine en 2021. Perspectives 2022.

N° 531 - Juin 2022

Dossier marchés mondiaux des produits

laitiers en 2021. Perspectives 2022.

N° 530 - Mai 2022

Dossier annuel Ovins 2021.

Perspectives 2022. N° 529 - Avril 2022

Dossier annuel Caprins 2021.

Perspectives 2022. N° 528 - Mars 2022



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret

Crédits photos : Couverture ©Delphotostock-AdobeStock - P2 ©DR Institut de l'Élevage - P3 ©Marie Leclerc_Institut de l'Élevage - ©DR Institut de l'Élevage - P4 ©S.Fraisse_Cniel - ©DR Institut de l'Élevage - P5 ©Marie Leclerc_Institut de l'Élevage - ©S.Fraisse_Cniel - ©Pixanne - P9 ©DR Institut de l'Élevage - P16 ©Lye_Fotolia - P17 ©Coutausse_Cniel - P18 ©Lucie Page - P19-20 ©M. Laurent_Institut de l'Élevage - P21 ©Troupeau_C Maigret_Institut de l'Élevage - P22 ©P.Dureuil_Cniel - P23 ©S.Fraisse_Cniel - P25 ©DR Institut de l'Élevage - P26 ©DR Institut de l'Élevage - P32 ©S.Fraisse_Cniel - P36 ©Milet Germain Earl de l'Isle - ©P37 ©Marie Leclerc_Institut de l'Élevage

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0023501005

Abonnement version papier : 160 € TTC par an : leila.assmann@idele.fr - Tél. : 01 81 72 16 06

Version numérique téléchargeable gratuitement sur <http://www.idele.fr> - Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE